

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

[2020/202291]

Extrait de l'arrêt n° 58/2020 du 7 mai 2020

Numéro du rôle : 6876

En cause : le recours en annulation de la loi du 19 septembre 2017 « modifiant le Code civil, le Code judiciaire, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et le Code consulaire, en vue de lutter contre la reconnaissance frauduleuse et comportant diverses dispositions en matière de recherche de paternité, de maternité et de comaternité, ainsi qu'en matière de mariage de complaisance et de cohabitation légale de complaisance », introduit par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone et autres.

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents F. Daoût et A. Alen, et des juges L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goeij, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman et M. Pâques, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président F. Daoût,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 19 mars 2018 et parvenue au greffe le 21 mars 2018, un recours en annulation de la loi du 19 septembre 2017 « modifiant le Code civil, le Code judiciaire, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et le Code consulaire, en vue de lutter contre la reconnaissance frauduleuse et comportant diverses dispositions en matière de recherche de paternité, de maternité et de comaternité, ainsi qu'en matière de mariage de complaisance et de cohabitation légale de complaisance » (publiée au *Moniteur belge* du 4 octobre 2017) a été introduit par l'Ordre des barreaux francophones et germanophone, l'ASBL « Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers », l'ASBL « Point d'appui. Service d'aide aux personnes sans papiers », l'ASBL « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes », l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », l'ASBL « Kinderrechtcoalitie Vlaanderen », l'ASBL « Association pour le droit des Etrangers », l'ASBL « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », l'ASBL « Medimmigrant », l'ASBL « Coordination des Organisations non gouvernementales pour les droits de l'enfant » et la fondation d'utilité publique « Comité belge pour l'UNICEF », assistés et représentés par Me C. de Bouyalski, Me M. Kaiser, Me C. Verbrouck et Me M. Verdussen, avocats au barreau de Bruxelles.

(...)

II. *En droit*

(...)

Quant à l'étendue du recours en annulation

B.1.1. La Cour est saisie d'un recours en annulation dirigé contre la loi du 19 septembre 2017 « modifiant le Code civil, le Code judiciaire, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et le Code consulaire, en vue de lutter contre la reconnaissance frauduleuse et comportant diverses dispositions en matière de recherche de paternité, de maternité et de comaternité, ainsi qu'en matière de mariage de complaisance et de cohabitation légale de complaisance » (ci-après : la loi du 19 septembre 2017).

B.1.2. La loi précitée permet à l'officier de l'état civil de surseoir à acter une reconnaissance, en vue d'une enquête complémentaire, et de refuser d'acter la reconnaissance lorsqu'il y a des indications qu'il s'agit d'une reconnaissance frauduleuse, conçue comme une reconnaissance par laquelle son auteur « vise manifestement uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié à l'établissement d'un lien de filiation » (article 330/1 du Code civil, inséré par la loi du 19 septembre 2017).

B.2.1. Les parties requérantes sollicitent l'annulation totale de la loi du 19 décembre 2017.

B.2.2. Selon le Conseil des ministres, il ressortirait toutefois de l'exposé des moyens que la critique formulée par les parties requérantes porte uniquement sur certaines dispositions de la loi attaquée.

B.2.3. La Cour doit déterminer l'étendue du recours en annulation sur la base du contenu de la requête.

La Cour peut uniquement annuler des dispositions législatives explicitement attaquées contre lesquelles des moyens sont invoqués et, le cas échéant, des dispositions qui ne sont pas attaquées mais qui sont indissociablement liées aux dispositions qui doivent être annulées.

B.2.4. Bien que les parties requérantes demandent l'annulation de l'ensemble de la loi du 19 septembre 2017, il ressort de l'exposé des moyens que leurs griefs sont uniquement dirigés contre la définition de la notion de reconnaissance frauduleuse et contre les pouvoirs de l'officier de l'état civil et du ministère public à l'égard des reconnaissances frauduleuses, instaurés par les articles 9 à 11 de la loi du 19 septembre 2017, qui insèrent les articles 330/1 à 330/3 dans le Code civil.

La Cour limite par conséquent son examen à ces dispositions.

B.3.1. Les articles 9 à 11 de la loi du 19 septembre 2017 disposent :

« Art. 9. Dans le livre Ier, titre VII, chapitre III, section 2 du même Code, il est inséré un article 330/1 rédigé comme suit :

' Art. 330/1. En cas de déclaration de reconnaissance, il n'y a pas de lien de filiation entre l'enfant et l'auteur de la reconnaissance lorsqu'il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention de l'auteur de la reconnaissance, vise manifestement uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié à l'établissement d'un lien de filiation, pour lui-même, pour l'enfant ou pour la personne qui doit donner son consentement préalable à la reconnaissance. '.

Art. 10. Dans le livre Ier, titre VII, chapitre III, section 2 du même Code, il est inséré un article 330/2 rédigé comme suit :

' Art. 330/2. L'officier de l'état civil refuse d'acter la reconnaissance lorsqu'il constate que la déclaration se rapporte à une situation telle que visée à l'article 330/1.

S'il existe une présomption sérieuse que la reconnaissance se rapporte à une situation telle que visée à l'article 330/1, l'officier de l'état civil peut surseoir à acter la reconnaissance, éventuellement après avoir recueilli l'avis du procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire dans lequel la personne qui veut reconnaître l'enfant a l'intention de reconnaître l'enfant, pendant un délai de deux mois au maximum à partir de l'établissement de l'acte de déclaration, afin de procéder à une enquête complémentaire. Le procureur du Roi peut prolonger ce délai de trois mois au maximum. Dans ce cas, il en informe l'officier de l'état civil qui en informe à son tour les parties intéressées.

S'il n'a pas pris de décision définitive dans le délai prévu à l'alinéa 2, l'officier de l'état civil est tenu d'acter sans délai la reconnaissance.

En cas de refus visé à l'alinéa 1^{er}, l'officier de l'état civil notifie sans délai sa décision motivée aux parties intéressées. Une copie de celle-ci, accompagnée d'une copie de tous documents utiles, est, en même temps, transmise au procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire dans lequel la décision de refus a été prise et à l'Office des étrangers.

En cas de refus de l'officier de l'état civil d'acter la reconnaissance, la personne qui veut faire établir le lien de filiation, peut introduire une action en recherche de maternité, de paternité ou de comaternité auprès du tribunal de la famille du lieu de déclaration de la reconnaissance.

Dans le cas visé à l'alinéa 5, l'exploit de citation ou la requête contient, à peine de nullité, la décision de refus de l'officier de l'état civil.

Art. 11. Dans le livre Ier, titre VII, chapitre III, section 2 du même Code, il est inséré un article 330/3 rédigé comme suit :

' Art. 330/3. § 1^{er}. Le procureur du Roi poursuit la nullité d'une reconnaissance dans l'hypothèse visée à l'article 330/1.

§ 2. Tout exploit de signification d'un jugement ou arrêt portant annulation d'une reconnaissance est immédiatement communiqué en copie par l'huissier de justice instrumentant au ministère public et au greffier de la juridiction qui a prononcé la décision.

Lorsque la nullité de la reconnaissance a été prononcée par un jugement ou un arrêt coulé en force de chose jugée, un extrait reprenant le dispositif du jugement ou de l'arrêt et la mention du jour où celui-ci a acquis force de chose jugée, est adressé, sans délai, par le greffier à l'officier de l'état civil du lieu où l'acte de reconnaissance a été établi ou, lorsque l'acte de reconnaissance n'a pas été établi en Belgique, à l'officier de l'état civil de Bruxelles, et à l'Office des étrangers.

Le greffier en avertit les parties.

L'officier de l'état civil transcrit sans délai le dispositif sur ses registres; mention en est faite en marge de l'acte de reconnaissance et de l'acte de naissance de l'enfant, s'ils ont été dressés ou transcrits en Belgique. ' ».

B.3.2. La loi du 18 juin 2018 « portant dispositions diverses en matière de droit civil et des dispositions en vue de promouvoir des formes alternatives de résolution des litiges » (ci-après : la loi du 18 juin 2018) modifie plusieurs des dispositions insérées par la loi du 19 septembre 2017.

L'article 38 de la loi du 18 juin 2018 remplace, dans l'article 330/2, alinéa 2, du Code civil, tel qu'il a été inséré par l'article 10 de la loi du 19 septembre 2017, les mots « l'établissement de l'acte de déclaration » par les mots « la signature de la déclaration ».

L'article 39 de la loi du 18 juin 2018 remplace, dans l'article 330/3, § 2, tel qu'il a été inséré par l'article 11 de la loi du 19 septembre 2017, les alinéas 2 à 4 par ce qui suit :

« Lorsque la nullité de la reconnaissance a été prononcée par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée, le greffier transmet immédiatement les données de la décision judiciaire à la BAEC, en mentionnant le jour où elle a acquis force de chose jugée.

La BAEC établit une mention sur cette base et l'associe à l'acte de reconnaissance et à l'acte de naissance de l'enfant.

Le greffier en avertit immédiatement les parties.

Lorsqu'il s'agit de l'annulation d'une reconnaissance effectuée en violation de l'article 330/1, la BAEC notifie immédiatement la décision judiciaire, en mentionnant le jour où elle a acquis force de chose jugée, à l'Office des étrangers ».

B.3.3. Conformément à l'article 118 de la loi du 18 juin 2018, ces modifications sont entrées en vigueur le 31 mars 2019.

B.3.4. Lors de son examen du fond de l'affaire, la Cour tiendra compte de l'incidence de ces modifications.

B.3.5. La circulaire du 21 mars 2018 « relative à la loi du 19 septembre 2017 modifiant le Code civil, le Code judiciaire, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et le Code consulaire, en vue de lutter contre la reconnaissance frauduleuse et comportant diverses dispositions en matière de recherche de paternité, de maternité et de comaternité, ainsi qu'en matière de mariage de complaisance et de cohabitation légale de complaisance » (ci-après : la circulaire du 21 mars 2018), publiée au *Moniteur belge* du 26 mars 2018, explicite la portée de la loi du 19 septembre 2017.

Les parties requérantes ont introduit un recours en annulation devant le Conseil d'État, lequel a rejeté ce recours par son arrêt n° 244.846 du 19 juin 2019, pour défaut de caractère réglementaire de la circulaire attaquée.

Quant à l'intérêt au recours

B.4.1. La première partie requérante est l'Ordre des barreaux francophones et germanophone.

Les deuxième à dixième parties requérantes sont des associations sans but lucratif qui ont pour but de défendre les droits fondamentaux, respectivement, des étrangers, notamment en séjour illégal ou précaire, des enfants et des familles. La onzième partie requérante est une fondation d'utilité publique qui a pour but de promouvoir la mise en œuvre de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B.4.2. La Constitution et la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle imposent à toute personne physique ou morale qui introduit un recours en annulation de justifier d'un intérêt. Ne justifient de l'intérêt requis que les personnes dont la situation pourrait être affectée directement et défavorablement par la norme attaquée.

B.4.3. Lorsqu'une association sans but lucratif qui n'invoque pas son intérêt personnel agit devant la Cour, il est requis que son but statutaire soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; qu'elle défende un intérêt collectif; que la norme attaquée soit susceptible d'affecter son but; qu'il n'apparaisse pas, enfin, que ce but n'est pas ou n'est plus réellement poursuivi.

B.4.4. Les deuxième à dixième parties requérantes, qui sont des associations sans but lucratif dont l'objet statutaire est de défendre les droits fondamentaux des étrangers ou des enfants et des familles, justifient de l'intérêt à agir en annulation contre la loi du 19 septembre 2017, qui est susceptible de porter atteinte aux droits de ces catégories de personnes dès lors qu'elle instaure un mécanisme permettant d'empêcher l'établissement d'un lien de filiation par reconnaissance lorsqu'il ressort d'une combinaison de circonstances que l'auteur de cette reconnaissance vise uniquement l'obtention « frauduleuse » d'un avantage en matière de séjour.

B.4.5. Dès lors que le recours est recevable en ce qui concerne les deuxième à dixième parties requérantes, la Cour doit pas examiner si les autres parties requérantes justifient également de l'intérêt requis.

B.5. Le recours est recevable.

Quant à l'intervention

B.6.1. Le Centre fédéral pour l'analyse des flux migratoires, la protection des droits fondamentaux des étrangers et la lutte contre la traite des êtres humains (Myria) a introduit un mémoire en intervention et un mémoire en réplique. Il justifie son intérêt à agir par sa qualité d'institution publique belge indépendante qui a notamment pour mission de veiller au respect des droits fondamentaux des étrangers et qui traite d'ailleurs de nombreuses plaintes émanant de personnes dont les droits sont fortement limités par la loi attaquée. Il soutient le recours en annulation des parties requérantes.

B.6.2. La partie intervenante formule notamment des critiques à l'égard des articles 6 et 7 de la loi du 19 septembre 2017, qui concernent la procédure pour introduire une demande de reconnaissance, la compétence territoriale de l'officier de l'état civil et les documents à remettre à l'officier de l'état civil en cas de déclaration de reconnaissance.

B.6.3. La Cour doit limiter son examen aux dispositions dont l'annulation a été demandée dans la requête.

Il ressort du B.2.4 que le recours en annulation ne porte pas sur les articles 6 et 7 de la loi du 19 septembre 2017, qui ne sont pas indissociablement liés aux articles 9 à 11, attaqués, de la même loi.

Une partie intervenante ne peut modifier ou étendre le recours originaire.

B.7. Étant donné que la partie intervenante n'ajoute pour le surplus aucun argument essentiel aux griefs formulés par les parties requérantes, il n'y a pas lieu d'examiner la recevabilité de son intervention.

Quant au fond

B.8.1. La loi du 19 septembre 2017 tend à lutter contre les reconnaissances frauduleuses, à savoir les reconnaissances « effectuées dans le seul but de contourner les dispositions légales en matière de séjour » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2529/001, p. 5). Le législateur a choisi un système dans lequel, « dans la mesure du possible, la reconnaissance frauduleuse sera traitée de la même manière que le mariage de complaisance » (*ibid.*, p. 8), même si la reconnaissance « implique plusieurs parties et doit, plus particulièrement, être appréciée au regard de l'intérêt de l'enfant et du droit international privé » (*ibid.*).

En ce qui concerne l'objectif poursuivi, les travaux préparatoires mentionnent :

« L'intensification ces dernières années de la lutte contre les mariages de complaisance et les cohabitations légales de complaisance, a eu pour conséquence le déplacement de la problématique vers la reconnaissance des enfants.

Les conditions pour reconnaître un enfant sont minimales, et au moment de l'établissement de la filiation, le droit au regroupement familial est ouvert.

Dans les cas les plus flagrants, plusieurs enfants, parfois plus de dix, sont reconnus par une seule personne.

Cela va même jusqu'à la conception effective d'enfants dans le seul but d'obtenir un avantage en matière de séjour. Dans ce cas, il existe un lien biologique, mais dès l'obtention de l'avantage en matière de séjour, l'enfant et l'autre parent sont abandonnés.

Dans son ' Rapport sur les lois ayant posé des difficultés d'application ou d'interprétation pour les cours et tribunaux au cours de l'année judiciaire 2010-2011 ' (DOC 53 1414/005), le Collège des procureurs généraux mentionne pour la première fois le problème de la reconnaissance frauduleuse. Dans les rapports 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, le problème de la reconnaissance frauduleuse est une nouvelle fois évoqué, mais le Collège avance comme solution possible un règlement analogue à celui des mariages de complaisance (DOC 53 1414/008 - DOC 53 1414/012 - DOC 54 0435/002).

Les officiers de l'état civil sont de plus en plus souvent confrontés à des personnes souhaitant reconnaître un enfant en vue d'obtenir ou de procurer un avantage en matière de séjour, mais ne disposent toutefois pas pour l'instant de moyens légaux pour agir » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2529/001, pp. 5-6).

B.8.2. Selon l'article 330/1 du Code civil, il est question d'une reconnaissance frauduleuse « lorsqu'il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention de l'auteur de la reconnaissance, vise manifestement uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié à l'établissement d'un lien de filiation, pour lui-même, pour l'enfant ou pour la personne qui doit donner son consentement préalable à la reconnaissance ».

B.8.3. L'article 330/2 du Code civil dispose que l'officier de l'état civil refuse d'acter la reconnaissance lorsqu'il constate que celle-ci se rapporte à une situation telle que celle qui est visée à l'article 330/1.

Il peut également surseoir à acter la reconnaissance s'il existe une « présomption sérieuse » de reconnaissance frauduleuse, auquel cas il peut éventuellement recueillir l'avis du procureur du Roi afin de procéder à une enquête complémentaire.

B.8.4. Outre ce contrôle *a priori* de la reconnaissance, par l'officier de l'état civil et, le cas échéant, par le procureur du Roi, la loi prévoit également que le procureur du Roi poursuit la nullité d'une reconnaissance frauduleuse au sens de l'article 330/1 du Code civil (article 330/3 du Code civil).

En ce qui concerne les premier, troisième et quatrième moyens

B.9.1. Les griefs formulés par les parties requérantes dénoncent, en premier lieu, le fait que l'officier de l'état civil puisse refuser la reconnaissance, même en présence d'un lien de filiation biologique, et le fait que le procureur du Roi puisse refuser la constatation de la filiation, sans que ces autorités doivent, à cette occasion, prendre en considération l'intérêt de l'enfant ou le mettre en balance avec d'autres intérêts. Ainsi, les dispositions attaquées violeraient l'article 22bis de la Constitution, lu en combinaison avec les articles 3, paragraphe 1, et 7, paragraphe 1, de la Convention relative aux droits de l'enfant (premier moyen).

La possibilité de refuser la reconnaissance ou la constatation de la filiation porterait également atteinte au droit au respect de la vie privée et familiale des personnes concernées et violerait en conséquence l'article 22 de la Constitution, lu en combinaison avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (troisième moyen).

En ce qu'ils soutiennent que le procureur du Roi pourrait refuser la constatation de la filiation, ces moyens manquent en droit. D'une part, le procureur du Roi se voit conférer une compétence consultative, lorsque l'officier de l'état civil décide de recueillir son avis (article 330/2, alinéa 2, du Code civil). D'autre part, le procureur du Roi peut, aux conditions fixées par l'article 330/3 du Code civil, poursuivre la nullité d'une reconnaissance déjà octroyée. Par ailleurs, il n'apparaît nullement de l'exposé du moyen en quoi l'intervention du ministère public est critiquée. La Cour examine dès lors les premier et troisième moyens en ce qu'ils sont dirigés contre l'intervention de l'officier de l'état civil.

B.9.2. Les parties requérantes critiquent en outre le fait qu'aucun recours spécifique ne soit ouvert contre le refus de l'officier de l'état civil d'acter la reconnaissance. Ainsi, le droit d'accès au juge ne serait pas garanti et les dispositions attaquées violeraient les articles 10, 11, 13 et 23, alinéa 3, 2^o, de la Constitution, lus ou non en combinaison avec les articles 6 et 13 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (quatrième moyen).

B.9.3. Dès lors que ces trois moyens sont dirigés contre des aspects indissociables du mécanisme mis en place par les dispositions attaquées en vue de lutter contre les reconnaissances frauduleuses, la Cour examine ces moyens conjointement.

B.10.1. L'article 22bis de la Constitution dispose :

« Chaque enfant a droit au respect de son intégrité morale, physique, psychique et sexuelle.

Chaque enfant a le droit de s'exprimer sur toute question qui le concerne; son opinion est prise en considération, eu égard à son âge et à son discernement.

Chaque enfant a le droit de bénéficier des mesures et services qui concourent à son développement.

Dans toute décision qui le concerne, l'intérêt de l'enfant est pris en considération de manière primordiale.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent ces droits de l'enfant ».

B.10.2. L'article 3, paragraphe 1, de la Convention relative aux droits de l'enfant dispose :

« Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale ».

B.10.3. L'article 7, paragraphe 1, de la Convention relative aux droits de l'enfant dispose :

« L'enfant est enregistré aussitôt sa naissance et a dès celle-ci le droit à un nom, le droit d'acquérir une nationalité et, dans la mesure du possible, le droit de connaître ses parents et d'être élevé par eux ».

Cette disposition n'est toutefois pas pertinente en l'espèce, dès lors que l'acte de reconnaissance de la filiation se distingue de l'acte d'enregistrement de l'enfant dès sa naissance.

B.11.1. L'article 22 de la Constitution dispose :

« Chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale, sauf dans les cas et conditions fixés par la loi.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

B.11.2. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

B.11.3. Le Constituant a recherché la plus grande concordance possible entre l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme (*Doc. parl.*, Chambre, 1992-1993, n° 997/5, p. 2). La portée de cet article 8 est analogue à celle de la disposition constitutionnelle précitée, de sorte que les garanties que fournissent ces deux dispositions forment un tout indissociable.

B.12.1. L'article 13 de la Constitution dispose :

« Nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne ».

B.12.2. L'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme dispose :

« Toute personne a droit à ce que sa cause soit entendue équitablement, publiquement et dans un délai raisonnable, par un tribunal indépendant et impartial, établi par la loi, qui décidera, soit des contestations sur ses droits et obligations de caractère civil, soit du bien-fondé de toute accusation en matière pénale dirigée contre elle. Le jugement doit être rendu publiquement, mais l'accès de la salle d'audience peut être interdit à la presse et au public pendant la totalité ou une partie du procès dans l'intérêt de la moralité, de l'ordre public ou de la sécurité nationale dans une société démocratique, lorsque les intérêts des mineurs ou la protection de la vie privée des parties au procès l'exigent, ou dans la mesure jugée strictement nécessaire par le tribunal, lorsque dans des circonstances spéciales la publicité serait de nature à porter atteinte aux intérêts de la justice ».

B.12.3. L'article 13 de cette même Convention dispose :

« Toute personne dont les droits et libertés reconnus dans la présente Convention ont été violés, a droit à l'octroi d'un recours effectif devant une instance nationale, alors même que la violation aurait été commise par des personnes agissant dans l'exercice de leurs fonctions officielles ».

B.12.4. L'exposé des moyens ne révèle toutefois pas en quoi les dispositions attaquées pourraient violer l'article 23, alinéa 3, 2°, de la Constitution, qui garantit le droit à l'aide juridique, ou l'article 47 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne. En ce qu'ils portent sur ces normes, les moyens ne sont pas recevables.

B.13.1. Tant l'article 22bis, alinéa 4, de la Constitution que l'article 3, paragraphe 1, de la Convention relative aux droits de l'enfant imposent à toutes les institutions qui prennent des mesures vis-à-vis des enfants de prendre en compte, de manière primordiale, l'intérêt de l'enfant dans les procédures le concernant. L'article 22bis, alinéa 5, de la Constitution donne au législateur compétent la mission de garantir que l'intérêt de l'enfant soit pris en considération de manière primordiale.

B.13.2. Si l'intérêt de l'enfant doit être une considération primordiale, il n'a pas un caractère absolu. Mais dans la mise en balance des différents intérêts en jeu, l'intérêt de l'enfant occupe une place particulière du fait qu'il représente la partie faible dans la relation familiale.

B.14.1. Les procédures relatives à l'établissement ou à la contestation de la filiation concernent la vie privée, parce que la matière de la filiation englobe d'importants aspects de l'identité personnelle d'un individu (CEDH, 28 novembre 1984, *Rasmussen c. Danemark*, § 33; 24 novembre 2005, *Shofman c. Russie*, § 30; 12 janvier 2006, *Mizzi c. Malte*, § 102; 16 juin 2011, *Pascaud c. France*, § § 48-49; 21 juin 2011, *Krušković c. Croatie*, § 20; 22 mars 2012, *Ahrens c. Allemagne*, § 60; 12 février 2013, *Krisztián Barnabás Tóth c. Hongrie*, § 28). Lorsqu'il existe déjà une vie familiale, ces procédures peuvent également toucher à la protection de la vie familiale.

Dans les procédures relatives à l'établissement ou à la contestation de la filiation, l'intérêt de l'enfant doit être la considération primordiale. En fonction de la nature et de la gravité de l'intérêt de l'enfant, celui-ci peut l'emporter sur l'intérêt des parents (CEDH, 22 mars 2012, *Ahrens c. Allemagne*, § 63).

B.14.2. L'article 22, alinéa 1^{er}, de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme n'excluent pas une ingérence d'une autorité publique dans le droit au respect de la vie privée et familiale mais ils exigent que cette ingérence soit autorisée par une disposition législative suffisamment précise, qu'elle corresponde à un besoin social impérieux et qu'elle soit proportionnée à l'objectif légitime qu'elle poursuit.

B.15.1. Comme il est dit en B.8.1, la loi du 19 septembre 2017 tend à lutter contre les reconnaissances frauduleuses, conçues comme les « reconnaissances effectuées dans le seul but de contourner les dispositions légales en matière de séjour » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2529/001, p. 5). Les dispositions attaquées s'inscrivent ainsi dans le cadre de la politique d'immigration de l'autorité publique et, plus précisément, de la volonté du législateur de lutter contre la fraude à l'obtention d'un droit de séjour, ce qui constitue un objectif légitime.

Lorsqu'il poursuit un tel objectif, le législateur doit toutefois veiller à garantir un juste équilibre entre les différents intérêts en présence et tenir compte de l'incidence des mesures attaquées sur le lien de filiation d'un enfant.

B.15.2. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme ne reconnaît en principe pas à un étranger le droit de séjourner dans un pays déterminé. La Cour européenne des droits de l'homme a jugé à maintes reprises que « d'après un principe de droit international bien établi, les États ont le droit, sans préjudice des engagements découlant pour eux de traités, de contrôler l'entrée des non-nationaux sur leur sol » (CEDH, 28 mai 1985, *Abdulaziz, Cabales et Balkandali c. Royaume-Uni*, § 67; 21 octobre 1997, *Boujlifa c. France*, § 42; 18 octobre 2006, *Üner c. Pays-Bas*, § 54; 31 juillet 2008, *Darren Omoregie e.a. c. Norvège*, § 54; grande chambre, 3 octobre 2014, *Jeunesse c. Pays-Bas*, § 100).

B.15.3. Par corollaire, les étrangers ont l'obligation de suivre les procédures légales pour obtenir un droit de séjour et de fournir des informations correctes aux autorités (CEDH, 28 septembre 2011, *Nunez c. Norvège*, § 71; grande chambre, 3 octobre 2014, *Jeunesse c. Pays-Bas*, § 100). Si des violations graves ou répétées du droit de l'immigration restaient impunies, il serait porté atteinte au respect de ce droit par le public (CEDH, 28 septembre 2011, *Nunez c. Norvège*, § 71).

B.15.4. Pour autant qu'il soit question d'une vie familiale, au sens de l'article 22 de la Constitution et de l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, et que la politique d'immigration de l'État soit en cause, les obligations de l'autorité publique, lorsqu'il s'agit d'admettre des membres de la famille de personnes qui séjournent déjà sur le territoire, varient en fonction des intérêts spécifiques de ces personnes et de l'intérêt général. Les facteurs à prendre en considération dans ce contexte sont la mesure dans laquelle il y a effectivement entrave à la vie familiale, l'étendue des attaches que les personnes concernées ont dans l'État contractant en cause, la question de savoir s'il existe ou non des obstacles insurmontables à ce que la famille vive dans le pays d'origine de l'étranger concerné et celle de savoir s'il existe des éléments touchant au contrôle de l'immigration (par exemple, des précédents d'infractions aux lois sur l'immigration) ou des considérations d'ordre public pesant en faveur d'une exclusion. Si, au moment où débute la vie familiale, les membres de la famille concernés savent que le droit de séjour de l'un d'eux revêt un caractère précaire, le non-octroi d'un droit de séjour n'emportera qu'exceptionnellement la violation de l'article 8 de la Convention (CEDH, 28 septembre 2011, *Nunez c. Norvège*, § 70; 4 décembre 2012, *Butt c. Norvège*, § 78; 26 juin 2014, *M.E. c. Suède*, §§ 93 et 97; grande chambre, 3 octobre 2014, *Jeunesse c. Pays-Bas*, §§ 107-108). Lorsque des enfants sont concernés, il faut prendre en compte en particulier leur intérêt supérieur dans la mise en balance des intérêts en jeu. Cet intérêt n'est certes pas déterminant à lui seul, mais il faut lui accorder un poids important (CEDH, 28 septembre 2011, *Nunez c. Norvège*, § 78; grande chambre, 3 octobre 2014, *Jeunesse c. Pays-Bas*, §§ 109 et 118).

B.16.1. Le ressort de la lecture combinée des articles 330/1 et 330/2 du Code civil que l'officier de l'état civil peut uniquement surseoir à acter une reconnaissance ou refuser celle-ci « lorsqu'il ressort d'une combinaison de circonstances que l'intention de l'auteur de la reconnaissance, vise manifestement uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, lié à l'établissement d'un lien de filiation, pour lui-même, pour l'enfant ou pour la personne qui doit donner son consentement au préalable à la reconnaissance ».

B.16.2. L'appréciation de l'existence ou de la présomption sérieuse d'une reconnaissance frauduleuse porte dès lors sur l'intention de l'auteur de la reconnaissance, qui vise « manifestement uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour ».

Ainsi, les dispositions attaquées ne sont applicables que lorsque l'auteur de la reconnaissance veut uniquement obtenir un avantage en matière de séjour et qu'il n'a donc pas l'intention de créer un lien familial avec l'enfant et d'assumer les responsabilités parentales qui en découlent. En outre, l'intention de l'auteur de la reconnaissance doit viser « manifestement » uniquement les conséquences en matière de séjour, ce qui exige que cette intention soit indubitablement ou indéniablement présente.

À ce sujet, la circulaire du 21 mars 2018 mentionne :

« Si l'on invoque le caractère frauduleux d'une reconnaissance, il faut disposer d'éléments indiquant clairement que la reconnaissance ne vise manifestement pas la création d'une relation parent-enfant avec les responsabilités parentales qui en découlent, mais uniquement un avantage en matière de séjour. L'interprétation que la jurisprudence et la doctrine donnent aux termes ' manifestement ' et ' uniquement ' dans le cadre de la lutte contre les mariages de complaisance (article 146bis du Code civil) et des cohabitations légales de complaisance (article 1476bis du Code civil) s'applique par analogie aux reconnaissances frauduleuses ».

B.16.3. L'article 330/1 du Code civil exige en outre que l'intention de l'auteur de la reconnaissance ressorte « d'une combinaison de circonstances ». La circulaire du 21 mars 2018 énumère une série de facteurs possibles, dont la combinaison peut constituer une indication sérieuse qu'une reconnaissance frauduleuse est visée, et que l'officier de l'état civil peut prendre en considération dans ce contexte. En conséquence, la charge de la preuve qu'il s'agit d'une reconnaissance frauduleuse incombe à l'officier de l'état civil. Le cas échéant, il peut recueillir l'avis du procureur du Roi afin de procéder à une enquête complémentaire.

B.17.1. Les parties requérantes reprochent aux dispositions attaquées de ne pas obliger l'officier de l'état civil à prendre en considération l'intérêt de l'enfant lorsqu'il refuse d'acter la reconnaissance envisagée au motif que celle-ci repose sur des intentions frauduleuses.

B.17.2. La reconnaissance est un acte juridique volontaire qui émane d'une femme ou d'un homme qui a l'intention de créer un lien de filiation avec un enfant.

Pour procéder à la reconnaissance, son auteur ne doit pas démontrer son lien biologique avec l'enfant. Il est donc possible, pour un homme ou pour une femme, de reconnaître un enfant dont il ou elle n'est pas le parent biologique.

B.17.3. Une reconnaissance doit être actée par l'officier de l'état civil. Eu égard au caractère public de sa fonction, cet officier est tenu de prêter son ministère à chaque fois qu'il y est invité légalement. L'article 51 du Code civil détermine les données qui doivent être contenues dans l'acte de reconnaissance. L'article 327/2 du Code civil énumère les documents qui doivent être remis et qui doivent permettre à l'officier de l'état civil de vérifier s'il est satisfait aux conditions légales de reconnaissance d'un enfant. Selon l'article 16 du Code civil, l'officier de l'état civil ne mentionne rien d'autre dans les actes qu'il dresse que ce qui doit lui être déclaré par les parties et ce qui lui est imposé par la loi. Il n'appartient pas à l'officier de l'état civil d'apprécier l'opportunité de la reconnaissance envisagée ni, dans ce contexte, de tenir compte de l'intérêt de l'enfant (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2529/001, p. 22; *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2529/003, p. 13).

B.17.4. Le législateur a ainsi pu imposer à l'officier de l'état civil de refuser de prendre acte d'une reconnaissance qui lui apparaît frauduleuse dans le chef de son auteur, c'est-à-dire, en l'espèce, une reconnaissance demandée dans l'intention manifeste et exclusive de retirer un avantage en matière de séjour.

De même, le législateur a pu limiter le contrôle opéré par l'officier de l'état civil à la fraude ainsi décrite dans le chef de l'auteur, de sorte que, si l'officier de l'état civil constate que la fraude est établie, il ne lui revient pas de prendre en compte l'intérêt supérieur de l'enfant.

B.17.5. Confier un tel contrôle préventif à l'officier de l'état civil afin de prévenir la fraude à l'obtention d'un droit de séjour n'est dès lors pas contraire aux dispositions constitutionnelles et conventionnelles mentionnées en B.10 et B.11.

B.18. Toutefois, comme il est dit en B.13, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être pris en compte dans toute décision qui le concerne. Il s'ensuit que la formule retenue par le législateur à l'article 330/1, selon laquelle « il n'y a pas de lien de filiation », ne peut viser que la phase administrative d'examen de la déclaration par l'officier de l'état civil lorsque celui-ci constate que la fraude est établie.

B.19. Sous réserve de ce qui est dit en B.18, les premier et troisième moyens ne sont pas fondés en ce qu'il est reproché aux dispositions attaquées de ne pas obliger l'officier de l'état civil à tenir compte de l'intérêt de l'enfant lorsqu'il refuse la reconnaissance.

B.20.1. La circonstance que les dispositions attaquées ne chargent pas l'officier de l'état civil de prendre en considération l'intérêt de l'enfant lorsqu'il refuse une reconnaissance frauduleuse ne permet toutefois pas de conclure que le législateur ne tient pas compte de cet intérêt ni que la constatation de la filiation est impossible. Pour apprécier les griefs allégués par les parties requérantes, au regard des dispositions constitutionnelles et conventionnelles mentionnées en B.10 et en B.11, il convient en effet de tenir compte des dispositions attaquées dans leur ensemble.

B.20.2. En ce qui concerne la reconnaissance, la Cour européenne des droits de l'homme a jugé que « la reconnaissance comme l'annulation d'un lien de filiation touche directement à l'identité de l'homme ou de la femme dont la parenté est en question (voir, par exemple, *Rasmussen c. Danemark*, 28 novembre 1984, § 33, série A n° 87; *I.L.V. c. Roumanie* (déc.), n° 4901/04, § 33, 24 août 2010; *Krušković*, précité, § 18; et *Canonne c. France* (déc.), n° 22037/13, § 25, 2 juin 2015) » (CEDH, 14 janvier 2016, *Mandet c. France*, § 44). Lorsqu'est en cause le droit à une identité, un examen approfondi est nécessaire pour peser les intérêts en présence (CEDH, 13 juillet 2006, *Jäggi c. Suisse*, § 37; 3 avril 2014, *Konstantinidis c. Grèce*, § 47).

B.20.3. Le caractère fondamental des intérêts en cause et l'équilibre entre ces intérêts exigent que soit garanti le droit d'accès au juge des intéressés, lorsque ces derniers estiment que c'est à tort que l'officier de l'état civil a refusé d'acter la reconnaissance au motif qu'il y aurait une fraude visant à obtenir un droit de séjour. Ce juge constitue en effet l'organe indépendant et impartial, disposant de pouvoirs d'instruction, et, partant, à même de disposer de tous les éléments, en fait et en droit, permettant de tenir compte de l'intérêt de l'enfant face à une situation complexe dans laquelle la reconnaissance poursuivrait un objectif de fraude en matière de séjour.

B.21.1. Lorsque l'officier de l'état civil refuse la reconnaissance, il doit notifier sans délai sa décision motivée aux parties intéressées. Une copie de celle-ci, accompagnée d'une copie de tous documents utiles, est, en même temps, transmise au procureur du Roi de l'arrondissement judiciaire dans lequel la décision de refus a été prise et à l'Office des étrangers (article 330/2, alinéa 4, du Code civil).

B.21.2. La personne qui veut faire établir le lien de filiation peut alors introduire une action en recherche de maternité, de paternité ou de comaternité auprès du tribunal de famille du lieu de la déclaration de la reconnaissance (article 330/2, alinéa 5, du Code civil). Saisi d'une telle action, le tribunal de la famille statue, en mettant en balance les différents intérêts en jeu et, comme il est dit en B.13.1, en prenant en considération l'intérêt de l'enfant de manière primordiale, même lorsque la décision de l'officier de l'état civil de refuser la reconnaissance de l'enfant est prise sur la base de l'article 330/1 du Code civil.

B.22.1. Toutefois, l'exercice d'une telle action en recherche de maternité, de paternité ou de comaternité ne constitue pas, comme telle, un « recours » dirigé contre le refus de l'officier de l'état civil, mais une action nouvelle et distincte, qui est réglée par les articles 314, 322 à 325, 325/8 à 325/10 et 332quinquies du Code civil.

B.22.2. Les parties requérantes critiquent l'absence de recours spécifique contre la décision de refus d'acter la reconnaissance prise par l'officier de l'état civil. Ainsi, le droit d'accès au juge ne serait pas garanti ou, à tout le moins, ne le serait pas pour l'auteur de la reconnaissance qui n'a pas de lien biologique avec l'enfant. L'examen du présent grief porte donc sur la nécessité d'organiser, à un stade ultérieur de la procédure, un recours spécifique à l'égard du refus éventuel d'une autorité non juridictionnelle d'acter une reconnaissance de filiation, au motif que l'intention de l'auteur de la reconnaissance serait uniquement et manifestement l'obtention d'un avantage en matière de séjour.

B.23.1. La compétence que les dispositions attaquées confèrent à l'officier de l'état civil s'inscrit dans la ligne des compétences qui lui ont déjà été conférées en matière de mariage ou de cohabitation de complaisance.

Lorsque l'officier de l'état civil refuse de célébrer un mariage, au motif que ce mariage vise non pas à former une communauté de vie durable mais uniquement à obtenir un avantage en matière de séjour, cette décision est susceptible de recours par les parties intéressées pendant un délai d'un mois suivant la notification de celle-ci, devant le président du tribunal de la famille, statuant comme en référé (article 167, dernier alinéa, du Code civil *juncto* l'article 1253ter/4, § 2, alinéa 1^{er}, 6^o, et alinéa 2, du Code judiciaire). Conformément à l'article 2 du Code judiciaire, les dispositions du Code judiciaire sont, en principe, applicables à cette procédure.

Un recours similaire est ouvert contre le refus de l'officier de l'état civil d'acter la déclaration de cohabitation légale au motif que seul un avantage en matière de séjour est visé (article 1476quater du Code civil *juncto* l'article 1253ter/4, alinéa 1^{er}, 6^o, et alinéa 2, du Code judiciaire).

B.23.2. En ce qui concerne la compétence du tribunal de la famille, visée en B.23.1, la Cour de cassation a jugé que celle-ci n'est pas limitée à un contrôle de la légalité de la décision de refus de l'officier de l'état civil, mais que le juge exerce à cet égard un contrôle de pleine juridiction. Tout ce qui relève du pouvoir d'appréciation de l'officier est soumis au contrôle du juge. Ce dernier doit se prononcer sur la base de tous les éléments de fait produits et peut, à cet égard, aussi tenir compte des éléments postérieurs à la décision de refus ou qui n'ont été connus que postérieurement à cette décision (Cass., 13 avril 2007, C.06.0334.N).

B.24. En ce qui concerne le choix du législateur de ne pas organiser, dans l'article 330/2, attaqué, du Code civil, un tel recours contre la décision de l'officier de l'état civil, les travaux préparatoires mentionnent :

« À la différence du mariage ou de la cohabitation légale, il existe encore d'autres possibilités que la reconnaissance pour l'établissement de la filiation. La personne qui se voit refuser la reconnaissance peut recourir à une procédure d'établissement judiciaire. Cette procédure permet d'établir la filiation de différentes manières. L'auteur ne se verra donc pas refuser la possibilité de faire établir son lien de filiation avec l'enfant, même si ce lien ne repose pas sur la réalité biologique, mais sur une réalité socioaffective et volitive.

C'est la raison pour laquelle en cas de refus de l'officier de l'état civil d'acter la reconnaissance, l'auteur peut faire établir sa filiation par une procédure de recherche de maternité, de paternité ou de comaternité.

Dans ce cas, le juge se prononcera sur le lien de filiation à établir.

Il statuera conformément au droit national applicable en vertu du Code de droit international privé, tout en vérifiant le respect des conditions de l'article 330/1 du Code civil en tant que règle d'application nécessaire (loi de police).

La possibilité de demander l'établissement judiciaire fera donc office de possibilité de recours.

Lors de l'introduction de sa demande, l'intéressé devra mentionner la décision de refus de l'officier de l'état civil. Dans ce cas, le juge saisi de la demande a connaissance de la décision de refus y relative dont il peut annuler les effets par l'établissement judiciaire. Sur la base de tous les éléments qui lui ont été soumis, y compris ceux apparus après la décision de refus pour autant qu'ils aient été portés à sa connaissance, le juge examinera en fait également le droit subjectif de l'intéressé de voir établir sa paternité » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2529/001, pp. 20-22).

B.25.1. Les articles 10 et 11 de la Constitution garantissent le principe d'égalité et de non-discrimination. L'article 13 de la Constitution implique un droit d'accès au juge compétent. Ce droit est également garanti par l'article 6, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme. L'article 13 de la même Convention garantit le droit à un recours effectif devant une instance nationale à toute personne dont les droits et libertés mentionnés dans cette Convention ont été violés.

B.25.2. Selon la Cour européenne des droits de l'homme, l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme garantit le « droit à un tribunal », dont le droit d'accès, à savoir le droit de saisir un tribunal en matière civile, constitue un aspect.

B.25.3. Le droit d'accès à un juge n'est toutefois pas absolu. Les limitations apportées à ce droit ne peuvent porter atteinte à la substance de ce droit. Elles doivent, en outre, être raisonnablement proportionnées au but légitime qu'elles poursuivent (CEDH, 7 juillet 2009, *Stagno c. Belgique*, § 25; grande chambre, 17 janvier 2012, *Stanev c. Bulgarie*, §§ 229-230). La réglementation du droit d'accès à un juge ne peut cesser de servir les buts de la sécurité juridique et de la bonne administration de la justice et constituer une sorte de barrière qui empêche le justiciable de voir la substance de son litige tranchée par la juridiction compétente (CEDH, 7 juillet 2009, *Stagno c. Belgique*, § 25; 29 mars 2011, *RTBF c. Belgique*, § 69). La compatibilité de ces limitations avec le droit d'accès à un juge s'apprécie en tenant compte des particularités de la procédure en cause et de l'ensemble du procès (CEDH, 29 mars 2011, *RTBF c. Belgique*, § 70).

B.26.1. Comme il est dit en B.24, le législateur n'a pas organisé de recours spécifique contre le refus de l'officier de l'état civil d'acter la reconnaissance. Par contre, il donne aux intéressés la possibilité de demander, dans un tel cas, l'établissement judiciaire d'un lien de filiation auprès du tribunal de la famille. Selon les travaux préparatoires, cette procédure fait office de « possibilité de recours ».

Les actions en recherche de maternité, de paternité ou de comaternité sont réglées par les articles 314, 322 à 325, 325/8 à 325/10 et 332quinquies du Code civil.

B.26.2. Ainsi, la disposition attaquée subordonne la possibilité, pour les personnes dont la demande de reconnaissance est refusée par l'officier de l'état civil, d'établir la maternité, la paternité ou la comaternité à des conditions différentes, pouvant être plus strictes, alors même que, si la décision initiale de refus de l'officier de l'état civil avait pu être jugée irrégulière par un juge indépendant et impartial, elles pourraient demander la reconnaissance, indépendamment des dispositions mentionnées en B.26.1, alinéa 2 (voir l'avis rendu par la section de législation du Conseil d'Etat, *Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2529/001, p. 71).

B.27.1. Conformément aux articles 314 et 322 du Code civil, les actions en recherche de maternité et de paternité sont soumises aux conditions fixées par l'article 332quinquies du Code civil. Conformément à l'article 325/8 du Code civil, les actions en recherche de comaternité sont soumises aux conditions fixées par l'article 332quinquies, § 1^{er}, 1^{er}/1, 2 et 4, du Code civil.

B.27.2. Les actions en recherche de maternité et de paternité sont dès lors soumises à l'article 332quinquies, § 3, du Code civil, qui dispose :

« Le tribunal rejette en toute hypothèse la demande s'il est prouvé que celui ou celle dont la filiation est recherchée n'est pas le père ou la mère biologique de l'enfant ».

B.27.3. L'exposé des motifs des dispositions législatives attaquées indique qu'il n'est « pas dans les intentions du législateur de sanctionner les pères socio-affectifs qui veulent assumer leur paternité vis-à-vis d'un enfant qui n'a pas de lien de filiation biologique avec celui-ci » (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2529/001, p. 5; voy. aussi *ibid.*, p. 20), ce qui a été confirmé par le délégué du ministre devant la section de législation du Conseil d'Etat (*ibid.*, p. 71), ainsi que par le ministre (*Doc. parl.*, Chambre, 2016-2017, DOC 54-2529/003, pp. 6-7).

B.27.4. Cependant, en conséquence de la cause de rejet, en l'absence de lien biologique, prévue par l'article 332quinquies du Code civil, l'auteur de la reconnaissance et l'enfant seront totalement privés de la possibilité de bénéficier d'un lien de filiation s'il n'existe pas de lien biologique entre eux.

Dans une telle hypothèse, le juge qui se prononce sur une action en recherche de paternité ou de maternité n'a aucune possibilité d'apprécier *in concreto* les intérêts des différentes personnes concernées et, notamment, l'intérêt primordial des enfants visés par un refus de l'officier de l'état civil d'acter la reconnaissance en raison d'une présomption de reconnaissance frauduleuse.

B.27.5. Il est ainsi porté atteinte, dans un tel cas, au droit d'accès au juge.

B.28.1. Par conséquent, la possibilité d'entreprendre une procédure judiciaire, après que l'officier de l'état civil a refusé d'acter la reconnaissance, en vue de faire établir la filiation, ne suffit pas pour garantir le droit d'accès au juge.

B.28.2. Il appartient au législateur d'organiser une procédure juridictionnelle qui réponde aux manquements précités.

Cette procédure de recours contre la décision de refus de l'officier de l'état civil doit permettre au juge saisi de disposer d'un recours de pleine juridiction et de statuer en mettant en balance les différents intérêts en jeu et, comme il est dit en B.13.1, en prenant en considération l'intérêt de l'enfant de manière primordiale.

Le tribunal de la famille peut ainsi constater qu'il ne ressort manifestement pas de la combinaison des circonstances que la reconnaissance vise uniquement l'obtention d'un avantage en matière de séjour, mais également l'établissement d'un lien de filiation dans l'intérêt de l'enfant, et que par conséquent, les conditions d'application de l'article 330/1 du Code civil ne sont pas remplies, de sorte que cette disposition ne peut trouver à s'appliquer et que rien n'empêche la reconnaissance.

Contrairement à ce qui est le cas pour la disposition attaquée, lors d'un tel recours, l'article 332quinquies, § 3, du Code civil, ne peut faire obstacle à ce que la filiation soit établie, le cas échéant, sur une base socio-affective.

Afin, dans l'attente de cette intervention du législateur, que soit garanti aux parties intéressées le droit d'accès au juge, celles-ci doivent avoir la possibilité d'introduire devant le président du tribunal de la famille un recours contre la décision de refus de l'officier de l'état civil, conformément à ce qui est dit en B.23 en ce qui concerne le mariage ou la cohabitation de complaisance.

B.28.3. Le quatrième moyen, en sa première branche, est fondé. En conséquence, il y a lieu d'annuler l'article 330/2, alinéas 5 et 6, du Code civil, tel qu'il a été inséré par l'article 10 de la loi du 19 septembre 2017.

B.29. En ce que les parties requérantes dénoncent, dans la seconde branche du quatrième moyen, une différence de traitement entre les parties intéressées qui souhaitent agir contre une décision de refus de l'officier de l'état civil, selon que celles-ci ont leur domicile en Belgique ou non, cette différence ne découle pas des dispositions attaquées.

B.30. Le quatrième moyen, en sa seconde branche, n'est pas fondé.

En ce qui concerne le deuxième moyen

B.31.1. Les parties requérantes critiquent le fait que la loi attaquée crée une différence de traitement entre, d'une part, les enfants nés de parents en séjour légal en Belgique ou belges, qui ne peuvent jamais se voir refuser l'établissement de leur lien de filiation par le biais d'un acte de reconnaissance, et, d'autre part, les enfants nés d'un moins un parent en séjour irrégulier ou précaire en Belgique, qui peuvent être privés d'un tel lien de filiation. Les dispositions attaquées seraient ainsi contraires aux articles 10 et 11 de la Constitution, lus en combinaison avec l'article 22bis de la Constitution et avec les articles 3, paragraphe 1, et 7, paragraphe 1, de la Convention relative aux droits de l'enfant (deuxième moyen).

B.31.2. Les dispositions attaquées tendent à prévenir que la reconnaissance soit détournée de son but et utilisée en vue d'obtenir un droit de séjour de manière frauduleuse. Eu égard à cet objectif, les catégories de personnes mentionnées ne sont pas comparables, dès lors que le risque d'un tel abus n'existe pas dans le premier cas.

B.32. Le deuxième moyen n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour :

- annule l'article 330/2, alinéas 5 et 6, du Code civil, tel qu'il a été introduit par l'article 10 de la loi du 19 septembre 2017 « modifiant le Code civil, le Code judiciaire, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et le Code consulaire, en vue de lutter contre la reconnaissance frauduleuse et comportant diverses dispositions en matière de recherche de paternité, de maternité et de comaternité, ainsi qu'en matière de mariage de complaisance et de cohabitation légale de complaisance »;

- sous réserve de ce qui est dit en B.18, rejette le recours pour le surplus.

Ainsi rendu en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour constitutionnelle, le 7 mai 2020.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux

Le président,

F. Daoût

GRONDWETTELIJK HOF

[2020/202291]

Uittreksel uit arrest nr. 58/2020 van 7 mei 2020

Rolnummer 6876

In zake : het beroep tot vernietiging van de wet van 19 september 2017 « tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, het Gerechtelijk Wetboek, de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en het Consulair Wetboek met het oog op de strijd tegen de frauduleuze erkenning en houdende diverse bepalingen inzake het onderzoek naar het vaderschap, moederschap en meemoederschap, alsook inzake het schijnhuwelijk en de schijnwettelijke samenwoning », ingesteld door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone » en anderen.

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters F. Daoût en A. Alen, en de rechters L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman en M. Pâques, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter F. Daoût,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 19 maart 2018 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 21 maart 2018, is beroep tot vernietiging ingesteld van de wet van 19 september 2017 « tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, het Gerechtelijk Wetboek, de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en het Consulair Wetboek met het oog op de strijd tegen de frauduleuze erkenning en houdende diverse bepalingen inzake het vaderschap, moederschap en meemoederschap, alsook inzake het schijnhuwelijk en de schijnwettelijke samenwoning » (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 oktober 2017) door de « Ordre des barreaux francophones et germanophone », de vzw « Coördination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers », de vzw « Point d'appui. Service d'aide aux personnes sans papiers », de vzw « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes », de vzw « Ligue des Droits de l'Homme », de vzw « Kinderrechtcoalitie Vlaanderen », de vzw « Association pour le droit des Etrangers », de vzw « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », de vzw « Medimigrant », de vzw « Coördination des Organisations non gouvernementales pour les droits de l'enfant » en de stichting van openbaar nut « Belgisch Comité voor UNICEF », bijgestaan en vertegenwoordigd door Mr. C. de Bouyalski, Mr. M. Kaiser, Mr. C. Verbrouck en Mr. M. Verdussen, advocaten bij de balie te Brussel.

(...)

II. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de omvang van het beroep tot vernietiging

B.1.1. Bij het Hof wordt een beroep tot vernietiging ingesteld dat is gericht tegen de wet van 19 september 2017 « tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, het Gerechtelijk Wetboek, de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en het Consulair Wetboek met het oog op de strijd tegen de frauduleuze erkenning en houdende diverse bepalingen inzake het onderzoek naar het vaderschap, moederschap en meemoederschap, alsook inzake het schijnhuwelijk en de schijnwettelijke samenwoning » (hierna : de wet van 19 september 2017).

B.1.2. De voormelde wet biedt de ambtenaar van de burgerlijke stand de mogelijkheid om het akteren van een erkenning uit te stellen, met het oog op bijkomend onderzoek, en het akteren van de erkenning te weigeren wanneer er aanwijzingen zijn dat het gaat om een frauduleuze erkenning, opgevat als een erkenning die « kennelijk enkel gericht is op het [...] bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat verbonden is aan de vaststelling van een afstammingsband » (artikel 330/1 van het Burgerlijk Wetboek, ingevoegd bij de wet van 19 september 2017).

B.2.1. De verzoekende partijen vorderen de gehele vernietiging van de wet van 19 september 2017.

B.2.2. Volgens de Ministerraad zou uit de uiteenzetting van de middelen echter blijken dat de kritiek van de verzoekende partijen slechts op enkele bepalingen van de bestreden wet betrekking heeft.

B.2.3. Het Hof dient de omvang van het beroep tot vernietiging te bepalen op grond van de inhoud van het verzoekschrift.

Het Hof kan slechts uitdrukkelijk bestreden wetskrachtige bepalingen vernietigen waartegen middelen worden aangevoerd en, in voorkomend geval, bepalingen die niet worden bestreden maar die onlosmakelijk zijn verbonden met de bepalingen die moeten worden vernietigd.

B.2.4. Hoewel de verzoekende partijen de vernietiging van de gehele wet van 19 september 2017 vorderen, blijkt uit de uiteenzetting van de middelen dat hun grieven enkel gericht zijn tegen de definitie van het begrip « frauduleuze erkenning » en de bevoegdheden van de ambtenaar van de burgerlijke stand en van het openbaar ministerie ten aanzien van frauduleuze erkenningen, ingevoerd bij de artikelen 9 tot 11 van de wet van 19 september 2017, waarbij de artikelen 330/1 tot 330/3 in het Burgerlijk Wetboek worden ingevoegd.

Het Hof beperkt zijn onderzoek bijgevolg tot die bepalingen.

B.3.1. De artikelen 9 tot 11 van de wet van 19 september 2017 bepalen :

« Art. 9. In boek I, titel VII, hoofdstuk III, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 330/1 ingevoegd, luidende :

‘ Art. 330/1. Er is, ingeval van aangifte van erkenning, geen afstammingsband tussen het kind en de erkenner wanneer uit een geheel van omstandigheden blijkt dat de intentie van de erkenner, kennelijk enkel gericht is op het voor zichzelf, voor het kind of voor de persoon die zijn voorafgaande toestemming voor de erkenning moet geven, bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat verbonden is aan de vaststelling van een afstammingsband. ’

Art. 10. In boek I, titel VII, hoofdstuk III, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 330/2 ingevoegd, luidende :

‘ Art. 330/2. De ambtenaar van de burgerlijke stand weigert de erkenning te akteren indien hij vaststelt dat de erkenning betrekking heeft op een in artikel 330/1 bedoelde situatie.

Indien er een ernstig vermoeden bestaat dat de verklaring betrekking heeft op een in artikel 330/1 bedoelde situatie, kan de ambtenaar van de burgerlijke stand het akteren van de erkenning uitstellen, na eventueel het advies van de procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement waarin de persoon die het kind wil erkennen voornemens is het kind te erkennen, te hebben ingewonnen, gedurende ten hoogste twee maanden vanaf de opmaak van de akte van aangifte teneinde bijkomend onderzoek te verrichten. De procureur des Konings kan deze termijn verlengen met hoogstens drie maanden. In dat geval, geeft hij van zijn beslissing kennis aan de ambtenaar van de burgerlijke stand die op zijn beurt de belanghebbende partijen ervan in kennis stelt.

Indien de ambtenaar van de burgerlijke stand binnen de in het tweede lid bepaalde termijn geen definitieve beslissing heeft genomen, dient hij onverwijld de erkenning te akteren.

In geval van een in het eerste lid bedoelde weigering, brengt de ambtenaar van de burgerlijke stand, zijn met redenen omklede beslissing onverwijld ter kennis van de belanghebbende partijen. Terzelfdertijd wordt een afschrift hiervan, samen met een afschrift van alle nuttige documenten, verzonden naar de procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement waarin de beslissing tot weigering genomen werd en naar de Dienst Vreemdelingenzaken.

In geval van weigering door de ambtenaar van de burgerlijke stand om de erkenning te akteren, kan de persoon die de afstammingsband wil laten vaststellen een vordering tot onderzoek naar het moederschap, vaderschap of meemoederschap instellen bij de familierechtbank van de plaats van de aangifte van de erkenning.

In het in het vijfde lid bedoelde geval vermeldt het exploit of het verzoekschrift, op straffe van nietigheid, de weigeringsbeslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand. ’

Art. 11. In boek I, titel VII, hoofdstuk III, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt een artikel 330/3 ingevoegd, luidende :

‘ Art. 330/3. § 1. De procureur des Konings vordert de nietigheid van de erkenning in het geval bedoeld in artikel 330/1.

§ 2. Elk exploit van betekening van een vonnis of arrest dat een erkenning nietig verklaart, wordt door de optredende gerechtsdeurwaarder onmiddellijk in afschrift meegedeeld aan het openbaar ministerie en de griffier van het gerecht dat de beslissing heeft uitgesproken.

Wanneer de nietigheid van de erkenning is uitgesproken bij een in kracht van gewijsde gegaan vonnis of arrest, stuurt de griffier, onverwijld, een uittreksel bevattende het beschikkende gedeelte en de vermelding van de dag van het in kracht van gewijsde treden van het vonnis of arrest aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de plaats waar de akte van erkenning werd opgemaakt, of wanneer de akte van erkenning niet in België werd opgemaakt, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van Brussel, en aan de Dienst Vreemdelingenzaken.

De griffier brengt de partijen hiervan in kennis.

De ambtenaar van de burgerlijke stand schrijft het beschikkende gedeelte onverwijld over in zijn registers; melding daarvan wordt gemaakt op de kant van de akte van erkenning en van de akte van geboorte van het kind, indien deze in België zijn opgemaakt of overgeschreven. ’ ».

B.3.2. De wet van 18 juni 2018 « houdende diverse bepalingen inzake burgerlijk recht en bepalingen met het oog op de bevordering van alternatieve vormen van geschillenoplossing » (hierna : de wet van 18 juni 2018) wijzigt verschillende van de bij de wet van 19 september 2017 ingevoegde bepalingen.

Bij artikel 38 van de wet van 18 juni 2018 worden, in artikel 330/2, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek, zoals ingevoegd bij artikel 10 van de wet van 19 september 2017, de woorden « opmaak van de akte van aangifte » vervangen door de woorden « ondertekening van de aangifte ».

Bij artikel 39 van de wet van 18 juni 2018 worden, in artikel 330/3, § 2, zoals ingevoegd bij artikel 11 van de wet van 19 september 2017, het tweede tot het vierde lid vervangen als volgt :

« Wanneer de nietigheid van de erkenning is uitgesproken bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing, stuurt de griffier onmiddellijk de gegevens van de rechterlijke beslissing door naar de DABS, met de vermelding van de dag van het in kracht van gewijsde treden ervan.

De DABS maakt op basis hiervan een melding op en verbindt deze met de akte van erkenning en de akte van geboorte van het kind.

De griffier brengt de partijen hiervan onmiddellijk in kennis.

Indien het gaat om de nietigverklaring van een erkenning die is gedaan met overtreding van artikel 330/1 notificeert de DABS de rechterlijke beslissing, met vermelding van de datum van het in kracht van gewijsde treden, onmiddellijk aan de Dienst Vreemdelingenzaken ».

B.3.3. Overeenkomstig artikel 118 van de wet van 18 juni 2018 zijn die wijzigingen op 31 maart 2019 in werking getreden.

B.3.4. Het Hof zal met de weerslag van die wijzigingen rekening houden bij het onderzoek van de zaak ten gronde.

B.3.5. In de omzendbrief van 21 maart 2018 « bij de wet van 19 september 2017 tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, het Gerechtelijk Wetboek, de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en het Consulair Wetboek met het oog op de strijd tegen de frauduleuze erkenning en houdende diverse bepalingen inzake het onderzoek naar het vaderschap, moederschap en meemoederschap, alsook inzake het schijnhuwelijk en de schijnwettelijke samenwoning » (hierna : de omzendbrief van 21 maart 2018), die in het *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 2018 is bekendgemaakt, wordt de draagwijdte van de wet van 19 september 2017 geëxpliciteerd.

Tegen die omzendbrief is door de verzoekende partijen een beroep tot nietigverklaring ingesteld voor de Raad van State, die dat beroep bij zijn arrest nr. 244.846 van 19 juni 2019 heeft verworpen, wegens gebrek aan een reglementair karakter van de bestreden omzendbrief.

Ten aanzien van het belang bij het beroep

B.4.1. De eerste verzoekende partij is de « *Ordre des barreaux francophones et germanophone* ».

De tweede tot de tiende verzoekende partij zijn verenigingen zonder winstoogmerk die tot doel hebben de grondrechten van respectievelijk vreemdelingen, met name met illegaal of precair verblijf, kinderen en gezinnen te verdedigen. De elfde verzoekende partij is een stichting van openbaar nut die tot doel heeft de toepassing van het Verdrag inzake de rechten van het kind te bevorderen.

B.4.2. De Grondwet en de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Grondwettelijk Hof vereisen dat elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die een beroep tot vernietiging instelt, doet blijken van een belang. Van het vereiste belang doen slechts blijken de personen wier situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

B.4.3. Wanneer een vereniging zonder winstoogmerk die niet haar persoonlijk belang aanvoert, voor het Hof optreedt, is vereist dat haar statutair doel van bijzondere aard is en, derhalve, onderscheiden van het algemeen belang; dat zij een collectief belang verdedigt; dat haar doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat ten slotte niet blijkt dat dit doel niet of niet meer werkelijk wordt nagestreefd.

B.4.4. De tweede tot de tiende verzoekende partij, die verenigingen zonder winstoogmerk zijn wier statutair doel erin bestaat de grondrechten van vreemdelingen of van kinderen en gezinnen te verdedigen, doen blijken van het belang om de vernietiging te vorderen van de wet van 19 september 2017, die afbreuk kan doen aan de rechten van die categorieën van personen, door een mechanisme in te voeren dat de vaststelling van een afstammingsband via erkenning kan verhinderen wanneer uit een geheel van omstandigheden blijkt dat de erkenner enkel het « frauduleus » verkrijgen van een verblijfsrechtelijk voordeel beoogt.

B.4.5. Aangezien het beroep ontvankelijk is met betrekking tot de tweede tot de tiende verzoekende partij, dient het Hof niet te onderzoeken of de andere verzoekende partijen ook doen blijken van het vereiste belang.

B.5. Het beroep is ontvankelijk.

Ten aanzien van de tussenkomst

B.6.1. Het Federaal Centrum voor de analyse van de migratiestromen, de bescherming van de grondrechten van de vreemdelingen en de strijd tegen de mensenhandel (Myria) heeft een memorie van tussenkomst en een memorie van wederantwoord ingediend. Het verantwoordt zijn belang om in rechte te treden door zijn hoedanigheid van onafhankelijke Belgische openbare instelling, die met name tot opdracht heeft te waken over de inachtneming van de grondrechten van de vreemdelingen, en die trouwens tal van klachten behandelt van personen wier rechten sterk worden beperkt door de bestreden wet. Het steunt het beroep tot vernietiging van de verzoekende partijen.

B.6.2. De tussenkomende partij formuleert in het bijzonder kritiek ten aanzien van de artikelen 6 en 7 van de wet van 19 september 2017, die betrekking hebben op de procedure om een aanvraag tot erkenning in te dienen, op de territoriale bevoegdheid van de ambtenaar van de burgerlijke stand en op de documenten die aan de ambtenaar van de burgerlijke stand moeten worden overhandigd bij een aangifte van erkenning.

B.6.3. Het Hof moet zijn onderzoek beperken tot de bepalingen waarvan de vernietiging in het verzoekschrift is gevorderd.

Uit B.2.4 blijkt dat het beroep tot vernietiging geen betrekking heeft op de artikelen 6 en 7 van de wet van 19 september 2017, die niet onlosmakelijk verbonden zijn met de bestreden artikelen 9 tot 11 van dezelfde wet.

Een tussenkomende partij kan het oorspronkelijke beroep niet wijzigen of uitbreiden.

B.7. Aangezien de tussenkomende partij voor het overige geen wezenlijke argumenten toevoegt aan de grieven van de verzoekende partijen, bestaat er geen aanleiding om te onderzoeken of haar tussenkomst ontvankelijk is.

Ten gronde

B.8.1. De wet van 19 september 2017 heeft tot doel frauduleuze erkenningen te bestrijden, namelijk erkenningen « die tot stand komen louter en alleen om de verblijfswetgeving te omzeilen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, p. 5). De wetgever heeft een systeem gekozen waarin « de frauduleuze erkenning [...] in de mate van het mogelijke behandeld [zal] worden zoals het schijnhuwelijk » (*ibid.*, p. 8), ook al « zijn er meerdere partijen betrokken bij een erkenning en moet er in het bijzonder rekening worden gehouden met het belang van het kind en het internationaal privaatrecht » (*ibid.*).

Met betrekking tot de nagestreefde doelstelling vermeldt de parlementaire voorbereiding :

« Als gevolg van de opvoering van de strijd tegen schijnhuwelijken en de schijnwettelijke samenwoning de laatste jaren, heeft de problematiek zich immers verplaatst naar de erkenning van kinderen.

De voorwaarden om een kind te erkennen zijn minimaal en zodra er een afstammingsband ontstaat wordt een recht op gezinshereniging geopend.

In de meest flagrante gevallen worden door één persoon verschillende kinderen, soms meer dan 10, erkend.

Het gaat zelfs zover dat er effectief kinderen verwekt worden enkel met het oog op een verblijfsrechtelijk voordeel. Er is in dat geval een biologische band, maar eenmaal het verblijfsrechtelijk voordeel is bekomen, worden het kind en de andere ouder in de steek gelaten.

Het College van procureurs-generaal heeft in [zijn] ' verslag houdende overzicht van de wetten die toepassings- of interpretatiemoeilijkheden hebben gesteld voor de hoven en rechtbanken in de loop van het gerechtelijk jaar 2010-2011 ' (DOC 53 1414/005) voor het eerst melding gemaakt van het probleem van de frauduleuze erkenning. In de verslagen 2011-2012, 2012-2013 en 2013-2014 wordt het probleem van de frauduleuze erkenning opnieuw aangehaald maar schuift het College als mogelijke oplossing een analoge regeling als deze voor schijnhuwelijken [naar] voor. (DOC 53 1414/008 - DOC 53 1414/012 - DOC 54 0435/002).

De ambtenaren van de burgerlijke stand worden meer en meer geconfronteerd met personen die een kind willen erkennen met het oog op het bekomen of verlenen van een verblijfsrechtelijk voordeel maar ze hebben op dit ogenblik echter geen wettelijke middelen om op te treden » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, pp. 5-6).

B.8.2. Volgens artikel 330/1 van het Burgerlijk Wetboek is er sprake van een frauduleuze erkenning « wanneer uit een geheel van omstandigheden blijkt dat de intentie van de erkener, kennelijk enkel gericht is op het voor zichzelf, voor het kind of voor de persoon die zijn voorafgaande toestemming voor de erkenning moet geven, bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat verboden is aan de vaststelling van een afstammingsband ».

B.8.3. Artikel 330/2 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt dat de ambtenaar van de burgerlijke stand weigert de erkenning te akteren indien hij vaststelt dat die betrekking heeft op de in artikel 330/1 bedoelde situatie.

Hij kan het akteren van de erkenning ook uitstellen indien er een « ernstig vermoeden » van een frauduleuze erkenning bestaat, in welk geval hij eventueel het advies van de procureur des Konings kan inwinnen teneinde bijkomend onderzoek te verrichten.

B.8.4. Naast die controle *a priori* van de erkenning, door de ambtenaar van de burgerlijke stand en in voorkomend geval door de procureur des Konings, is bij de wet ook bepaald dat de procureur des Konings de nietigheid van een frauduleuze erkenning in de zin van artikel 330/1 van het Burgerlijk Wetboek vordert (artikel 330/3 van het Burgerlijk Wetboek).

Wat het eerste, het derde en het vierde middel betreft

B.9.1. De grieven van de verzoekende partijen zijn in de eerste plaats gericht tegen het feit dat aan de ambtenaar van de burgerlijke stand de mogelijkheid wordt gegeven om, zelfs bij het bestaan van een biologische afstammingsband, de erkenning te weigeren en tegen het feit dat de procureur des Konings de vaststelling van de afstamming zou kunnen weigeren, zonder dat die overheden daarbij het belang van het kind in overweging moeten nemen of dat belang moeten afwegen tegenover andere belangen. Aldus zouden de bestreden bepalingen een schending inhouden van artikel 22bis van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 3, lid 1, en 7, lid 1, van het Verdrag inzake de rechten van het kind (eerste middel).

De mogelijkheid om de erkenning of de vaststelling van de afstamming te weigeren zou ook het recht op de eerbiediging van het privé- en gezinsleven aantasten van de betrokken personen en derhalve een schending inhouden van artikel 22 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (derde middel).

In zoverre in die middelen wordt aangevoerd dat de procureur des Konings de vaststelling van de afstamming zou kunnen weigeren, falen ze in rechte. Enerzijds, wordt aan de procureur des Konings een adviesbevoegdheid verleend, wanneer de ambtenaar van de burgerlijke stand beslist zijn advies in te winnen (artikel 330/2, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek). Anderzijds, kan de procureur des Konings, onder de voorwaarden die zijn bepaald in artikel 330/3 van het Burgerlijk Wetboek, de nietigheid vorderen van een reeds verleende erkenning. Overigens blijkt uit de uiteenzetting van het middel geenszins in welk opzicht het optreden van het openbaar ministerie wordt bekritiseerd. Het Hof onderzoekt het eerste en het derde middel derhalve in zoverre ze gericht zijn tegen het optreden van de ambtenaar van de burgerlijke stand.

B.9.2. De verzoekende partijen bekritisieren voorts het feit dat tegen de weigering van de ambtenaar van de burgerlijke stand om de erkenning te akteren, geen specifiek beroep openstaat. Aldus zou het recht op toegang tot de rechter niet gewaarborgd zijn en zouden de bestreden bepalingen een schending inhouden van de artikelen 10, 11, 13 en 23, derde lid, 2°, van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 13 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie (vierde middel).

B.9.3. Aangezien die drie middelen gericht zijn tegen onlosmakelijke aspecten van het mechanisme dat bij de bestreden bepalingen is ingevoerd teneinde de frauduleuze erkenningen te bestrijden, onderzoekt het Hof die middelen samen.

B.10.1. Artikel 22bis van de Grondwet bepaalt :

« Elk kind heeft recht op eerbiediging van zijn morele, lichamelijke, geestelijke en seksuele integriteit.

Elk kind heeft het recht zijn mening te uiten in alle aangelegenheden die het aangaan; met die mening wordt rekening gehouden in overeenstemming met zijn leeftijd en zijn onderscheidingsvermogen.

Elk kind heeft recht op maatregelen en diensten die zijn ontwikkeling bevorderen.

Het belang van het kind is de eerste overweging bij elke beslissing die het kind aangaat.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen deze rechten van het kind ».

B.10.2. Artikel 3, lid 1, van het Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt :

« Bij alle maatregelen betreffende kinderen, ongeacht of deze worden genomen door openbare of particuliere instellingen voor maatschappelijk welzijn of door rechterlijke instanties, bestuurlijke autoriteiten of wetgevende lichamen, vormen de belangen van het kind de eerste overweging ».

B.10.3. Artikel 7, lid 1, van het Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt :

« Het kind wordt onmiddellijk na de geboorte ingeschreven en heeft vanaf de geboorte het recht op een naam, het recht een nationaliteit te verwerven en, voor zover mogelijk, het recht zijn ouders te kennen en door hen te worden verzorgd ».

Die bepaling is te dezen echter niet relevant, aangezien de akte van erkenning van de afstamming zich onderscheidt van de akte van inschrijving van het kind vanaf zijn geboorte.

B.11.1. Artikel 22 van de Grondwet bepaalt :

« Ieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven en zijn gezinsleven, behoudens in de gevallen en onder de voorwaarden door de wet bepaald.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

B.11.2. Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privé-leven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving nodig is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen ».

B.11.3. De Grondwetgever heeft gestreefd naar een zo groot mogelijke concordantie tussen artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (*Parl. St.*, Kamer, 1992-1993, nr. 997/5, p. 2). De draagwijdte van dat artikel 8 is analoog aan die van de voormelde grondwetsbepaling, zodat de waarborgen die beide bepalingen bieden, een onlosmakelijk geheel vormen.

B.12.1. Artikel 13 van de Grondwet bepaalt :

« Niemand kan tegen zijn wil worden afgetrokken van de rechter die de wet hem toekent ».

B.12.2. Artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« Bij het vaststellen van zijn burgerlijke rechten en verplichtingen of bij het bepalen van de gegrondheid van een tegen hem ingestelde strafvervolgning heeft eenieder recht op een eerlijke en openbare behandeling van zijn zaak, binnen een redelijke termijn, door een onafhankelijke en onpartijdige rechterlijke instantie welke bij de wet is ingesteld. Het vonnis moet in het openbaar worden gewezen maar de toegang tot de rechtszaal kan aan de pers en het publiek worden ontzegd gedurende het hele proces of een deel daarvan, in het belang van de goede zeden, van de openbare orde of 's lands veiligheid in een democratische samenleving, wanneer de belangen van minderjarigen of de bescherming van het privéleven van partijen bij het proces dit eisen of, in die mate als door de rechter onder bepaalde omstandigheden strikt noodzakelijk wordt geoordeeld, wanneer openbaarmaking de belangen van de rechtspraak zou schaden ».

B.12.3. Artikel 13 van datzelfde Verdrag bepaalt :

« Eenieder wiens rechten en vrijheden, welke in dit Verdrag zijn vermeld, zijn geschonden, heeft recht op daadwerkelijke rechtshulp voor een nationale instantie, zelfs indien deze schending zou zijn begaan door personen in de uitoefening van hun ambtelijke functie ».

B.12.4. Uit de uiteenzetting van de middelen blijkt evenwel niet in welk opzicht de bestreden bepalingen een schending zouden kunnen inhouden van artikel 23, derde lid, 2^o, van de Grondwet, dat het recht op juridische bijstand waarborgt, noch van artikel 47 van het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie. In zoverre de middelen op die normen betrekking hebben, zijn ze niet ontvankelijk.

B.13.1. Zowel artikel 22bis, vierde lid, van de Grondwet als artikel 3, lid 1, van het Verdrag inzake de rechten van het kind verplichten alle instellingen die maatregelen nemen betreffende kinderen om in de eerste plaats het belang van het kind in aanmerking te nemen in de procedures die op het kind betrekking hebben. Artikel 22bis, vijfde lid, van de Grondwet geeft de bevoegde wetgever de opdracht te waarborgen dat het belang van het kind de eerste overweging is.

B.13.2. Hoewel het belang van het kind de eerste overweging vormt, heeft het geen absoluut karakter. Bij de afweging van de verschillende op het spel staande belangen neemt het belang van het kind echter een bijzondere plaats in door het feit dat het de zwakke partij is in de familiale relatie.

B.14.1. De procedures met betrekking tot het vaststellen of betwisten van de afstamming raken het privéleven omdat de materie van de afstamming belangrijke aspecten van iemands persoonlijke identiteit omvat (EHRM, 28 november 1984, *Rasmussen t. Denemarken*, § 33; 24 november 2005, *Shofman t. Rusland*, § 30; 12 januari 2006, *Mizzi t. Malta*, § 102; 16 juni 2011, *Pascaud t. Frankrijk*, § § 48-49; 21 juni 2011, *Krušković t. Kroatië*, § 20; 22 maart 2012, *Ahrens t. Duitsland*, § 60; 12 februari 2013, *Krisztián Barnabás Tóth t. Hongarije*, § 28). Wanneer reeds een gezinsleven bestaat, kunnen die procedures ook raken aan de bescherming van het gezinsleven.

Bij procedures met betrekking tot het vaststellen of het betwisten van de afstamming dient het belang van het kind de eerste overweging te vormen. Naar gelang van de aard en de ernst van het belang van het kind, kan het voorrang hebben op dat van de ouders (EHRM, 22 maart 2012, *Ahrens t. Duitsland*, § 63).

B.14.2. Artikel 22, eerste lid, van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens sluiten een overheidsinmenging in het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven niet uit, maar vereisen dat zij wordt toegestaan door een voldoende precieze wettelijke bepaling, dat zij beantwoordt aan een dwingende maatschappelijke behoefte en dat zij evenredig is met de daarmee nagestreefde wettige doelstelling.

B.15.1. Zoals in B.8.1 is vermeld, strekt de wet van 19 september 2017 tot de bestrijding van frauduleuze erkenningen, opgevat als « erkenningen die tot stand komen louter en alleen om de verblijfswetgeving te omzeilen » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, p. 5). De bestreden bepalingen passen aldus in het kader van de immigratiepolitiek van de overheid en meer bepaald in het streven van de wetgever om fraude bij het verkrijgen van een verblijfsrecht tegen te gaan, wat een legitieme doelstelling is.

Wanneer de wetgever een dergelijke doelstelling nastreeft, dient hij echter erover te waken een billijk evenwicht te waarborgen tussen de verschillende aanwezige belangen en rekening te houden met de weerslag van de bestreden maatregelen op de afstammingsband van een kind.

B.15.2. Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens erkent in beginsel niet het recht van een vreemdeling om in een bepaald land te verblijven. Het Europees Hof voor de Rechten van de Mens heeft herhaaldelijk geoordeeld dat « volgens een vaststaand beginsel van internationaal recht, de Staten het recht hebben om, onverminderd de verbintenissen die voor hen voortvloeien uit verdragen, de toegang op hun grondgebied van niet-onderdanen te regelen » (EHRM, 28 mei 1985, *Abdulaziz, Cabales en Balkandali t. Verenigd Koninkrijk*, § 67; 21 oktober 1997, *Boujlifa t. Frankrijk*, § 42; 18 oktober 2006, *Üner t. Nederland*, § 54; 31 juli 2008, *Darren Omoregie e.a. t. Noorwegen*, § 54; grote kamer, 3 oktober 2014, *Jeunesse t. Nederland*, § 100).

B.15.3. Daarmee samenhangend dienen vreemdelingen de wettelijke procedures te volgen om een verblijfsrecht te verkrijgen en dienen zij de overheid correcte informatie te verschaffen (EHRM, 28 september 2011, *Nunez t. Noorwegen*, § 71; grote kamer, 3 oktober 2014, *Jeunesse t. Nederland*, § 100). Indien ernstige of herhaalde schendingen van het immigratierecht ongestraft blijven, zou dit het respect van het publiek voor dat recht ondermijnen (EHRM, 28 september 2011, *Nunez t. Noorwegen*, § 71).

B.15.4. Voor zover er sprake is van een gezinsleven in de zin van artikel 22 van de Grondwet en van artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en de immigratiepolitiek van de Staat in het geding is, variëren de verplichtingen van de overheid om familieleden van personen die reeds op het grondgebied verblijven toe te laten, naar gelang van de specifieke belangen van die personen en van het algemeen belang. De factoren waarmee in die context rekening moet worden gehouden, zijn de mate waarin het gezinsleven daadwerkelijk wordt belemmerd, de omvang van de banden die de betrokken personen in de in het geding zijnde verdragsluitende Staat hebben, de vraag of er al dan niet onoverkomelijke hindernissen bestaan opdat het gezin in het land van herkomst van de betrokken vreemdeling woont, en de vraag of er elementen bestaan die betrekking hebben op de controle van de immigratie (bijvoorbeeld precedënten van inbreuken op de immigratiewetten) of overwegingen van openbare orde die doorwegen ten gunste van een uitsluiting. Indien de betrokken familieleden bij de totstandkoming van het gezinsleven weten dat het verblijfsrecht van één van hen precair is, zal het niet toekennen van een verblijfsrecht slechts uitzonderlijk een schending van artikel 8 van het Verdrag met zich brengen (EHRM, 28 september 2011, *Nunez t. Noorwegen*, § 70; 4 december 2012, *Butt t. Noorwegen*, § 78; 26 juni 2014, *M.E. t. Zweden*, § § 93 en 97; grote kamer, 3 oktober 2014, *Jeunesse t. Nederland*, § § 107-108). Wanneer kinderen betrokken zijn, dient bij de afweging van de in het geding zijnde belangen hun hoger belang in het bijzonder in aanmerking te worden genomen. Dat belang is zeker niet alleenbepalend, maar er moet een bijzonder gewicht aan worden toegekend (EHRM, 28 september 2011, *Nunez t. Noorwegen*, § 78; grote kamer, 3 oktober 2014, *Jeunesse t. Nederland*, § § 109 en 118).

B.16.1. Uit de combinatie van de artikelen 330/1 en 330/2 van het Burgerlijk Wetboek blijkt dat de ambtenaar van de burgerlijke stand het akteren van een erkenning slechts kan uitstellen of weigeren « wanneer uit een geheel van omstandigheden blijkt dat de intentie van de erkenner, kennelijk enkel gericht is op het voor zichzelf, voor het kind of voor de persoon die zijn voorafgaande toestemming voor de erkenning moet geven, bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel dat verbonden is aan de vaststelling van een afstammingsband ».

B.16.2. De beoordeling van het bestaan of van het ernstig vermoeden van een frauduleuze erkenning heeft derhalve betrekking op de intentie van de erkenner die « kennelijk enkel gericht is op het [...] bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel ».

Aldus zijn de bestreden bepalingen enkel van toepassing wanneer de erkenner uitsluitend een verblijfsrechtelijk voordeel wil verkrijgen en hij dus niet de intentie heeft een familierechtelijke band met het kind tot stand te brengen en de bijbehorende ouderlijke verantwoordelijkheden op zich te nemen. Bovendien moet de intentie van de erkenner « kennelijk » enkel gericht zijn op de verblijfsrechtelijke gevolgen, wat vereist dat die intentie ontwijfelbaar of onmiskenbaar aanwezig is.

In dat verband vermeldt de omzendbrief van 21 maart 2018 :

« Wanneer men zich beroept op het frauduleus karakter van een erkenning, moet men duidelijke indicaties hebben dat de erkenning niet gericht is op het tot stand brengen van een ouder-kind relatie met de bijhorende ouderlijke verantwoordelijkheden, maar uitsluitend op het bekomen van een verblijfsrechtelijk voordeel. De interpretatie die in de rechtspraak en rechtsleer aan de termen ' kennelijk ' en ' enkel ' wordt gegeven in het kader de strijd tegen schijnhuwelijken (artikel 146bis van het Burgerlijk Wetboek) en schijnwettelijke samenwoningen (artikel 1476bis van het Burgerlijk Wetboek) zijn van overeenkomstige toepassing op de frauduleuze erkenningen ».

B.16.3. Artikel 330/1 van het Burgerlijk Wetboek vereist verder dat de intentie van de erkenner blijkt uit « uit een geheel van omstandigheden ». De omzendbrief van 21 maart 2018 somt een aantal mogelijke factoren op waarvan de combinatie een ernstige aanwijzing kan vormen dat een frauduleuze erkenning wordt beoogd en die de ambtenaar van de burgerlijke stand in dat verband in aanmerking kan nemen. De bewijslast om aan te tonen dat het om een frauduleuze erkenning gaat, ligt derhalve bij de ambtenaar van de burgerlijke stand. In voorkomend geval kan hij het advies van de procureur des Konings inwinnen teneinde bijkomend onderzoek te verrichten.

B.17.1. De verzoekende partijen verwijten de bestreden bepalingen dat zij niet voorschrijven dat de ambtenaar van de burgerlijke stand, wanneer hij de voorgenomen erkenning weigert te akteren omdat ze op frauduleuze gronden berust, het belang van het kind in aanmerking dient te nemen.

B.17.2. De erkenning is een vrijwillige rechtshandeling die uitgaat van een vrouw of een man die de bedoeling heeft om een afstammingsband te creëren ten aanzien van een kind.

Om tot erkenning over te gaan, dient de erkenner zijn biologische band met het kind niet aan te tonen. Het is dus mogelijk dat een man of een vrouw een kind erkent waarvan het niet de biologische ouder is.

B.17.3. Een erkenning moet worden geakteerd door de ambtenaar van de burgerlijke stand. Het openbaar karakter van zijn ambt verplicht die ambtenaar tot het verlenen van zijn ambt telkens als hij daartoe op wettelijke wijze wordt aangezocht. Artikel 51 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt welke gegevens de akte van erkenning moet bevatten. Artikel 327/2 van het Burgerlijk Wetboek somt de documenten op die moeten worden voorgelegd en die het voor de ambtenaar van de burgerlijke stand mogelijk moeten maken na te gaan of aan de wettelijke voorwaarden om een kind te erkennen is voldaan. Volgens artikel 16 van het Burgerlijk Wetboek vermeldt de ambtenaar van de burgerlijke stand in de akten die hij opmaakt niets anders dan wat hem door de partijen moet worden verklaard en wat hem door de wet wordt opgelegd. Het komt aan de ambtenaar van de burgerlijke stand niet toe over de opportuniteit van de voorgenomen erkenning te oordelen, noch in die context rekening te houden met het belang van het kind (*Parl. St., Kamer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, p. 22; Parl. St., Kamer, 2016-2017, DOC 54-2529/003, p. 13*).

B.17.4. De wetgever vermocht aldus de ambtenaar van de burgerlijke stand de verplichting op te leggen te weigeren een erkenning te akteren die hem ten aanzien van de aangever frauduleus voorkomt, dat wil zeggen, te dezen, een erkenning die gegrond is op de kennelijke en uitsluitende reden een verblijfsrechtelijk voordeel te verschaffen.

Insgelijks vermocht de wetgever de door de ambtenaar van de burgerlijke stand uitgevoerde controle te beperken tot de aldus beschreven fraude vanwege de aangever, zodat, indien de ambtenaar van de burgerlijke stand vaststelt dat de fraude vaststaat, het hem niet toekomt rekening te houden met het hoger belang van het kind.

B.17.5. Een dergelijke preventieve controle aan de ambtenaar van de burgerlijke stand toevertrouwen teneinde fraude bij het verkrijgen van een verblijfsrecht te voorkomen is bijgevolg niet strijdig met de in B.10 en B.11 vermelde grondwets- en verdragsbepalingen.

B.18. Zoals in B.13 is vermeld, dient echter bij elke beslissing die het kind aangaat, rekening te worden gehouden met diens hoger belang. Daaruit volgt dat de door de wetgever in artikel 330/1 gekozen formulering volgens welke « er [...] geen afstammingsband [is] » enkel de administratieve fase van onderzoek, door de ambtenaar van de burgerlijke stand, van de aangifte kan beogen wanneer die vaststelt dat de fraude vaststaat.

B.19. Onder voorbehoud van hetgeen in B.18 is vermeld, zijn het eerste en het derde middel niet gegrond in zoverre de bestreden bepalingen wordt verweten dat de ambtenaar van de burgerlijke stand er niet toe verplicht wordt bij de weigering van de erkenning het belang van het kind in aanmerking te nemen.

B.20.1. Uit de omstandigheid dat de bestreden bepalingen de ambtenaar van de burgerlijke stand niet opdragen om bij de weigering van een frauduleuze erkenning het belang van het kind in aanmerking te nemen, kan evenwel niet worden afgeleid dat de wetgever met dat belang geen rekening houdt, noch dat de vaststelling van de afstamming onmogelijk wordt gemaakt. Bij de beoordeling van de door de verzoekende partijen aangevoerde grieven, in het licht van de in B.10 en B.11 vermelde grondwets- en verdragsbepalingen, dient immers rekening te worden gehouden met de bestreden bepalingen in hun geheel.

B.20.2. Wat de erkenning betreft, heeft het Europees Hof voor de Rechten van de Mens geoordeeld « dat de erkenning net zoals de nietigverklaring van een afstammingsband rechtstreeks de identiteit raakt van de man of vrouw van wie de verwantschap in het geding is (zie, bijvoorbeeld, *Rasmussen t. Denemarken*, 28 november 1984, § 33, reeks A nr. 87, *I.L.V. t. Roemenië* (besl.), nr. 4901/04, § 33, 24 augustus 2010, *Krušković*, reeds aangehaald, § 18, en *Canonnie t. Frankrijk* (besl.), nr. 22037/13, § 25, 2 juni 2015) » (EHRM, 14 januari 2016, *Mandet t. Frankrijk*, § 44). Wanneer het gaat om het recht op een identiteit, is een diepgaande belangenafweging noodzakelijk (EHRM, 13 juli 2006, *Jäggi t. Zwitserland*, § 37; 3 april 2014, *Konstantinidis t. Griekenland*, § 47).

B.20.3. Het fundamenteel karakter van de in het geding zijnde belangen en het evenwicht tussen die belangen vereisen dat aan de betrokkenen een recht op toegang tot de rechter wordt gewaarborgd, wanneer zij van oordeel zijn dat de ambtenaar van de burgerlijke stand ten onrechte heeft geweigerd de erkenning te akteren, omdat er sprake zou zijn van fraude teneinde een verblijfsrecht te verkrijgen. Die rechter vormt immers het onafhankelijke en onpartijdige orgaan dat over onderzoeksbevoegdheden beschikt en dat bijgevolg in staat is te beschikken over alle feitelijke en juridische elementen die het mogelijk maken rekening te houden met het belang van het kind ten opzichte van een complexe situatie waarin met de erkenning een doelstelling van verblijfsrechtelijke fraude zou worden nagestreefd.

B.21.1. Wanneer de ambtenaar van de burgerlijke stand de erkenning weigert, dient hij zijn met redenen omklede beslissing onverwijld ter kennis te brengen van de belanghebbende partijen. Tezelfdertijd wordt een afschrift hiervan, samen met een afschrift van alle nuttige documenten, verzonden naar de procureur des Konings van het gerechtelijk arrondissement waarin de beslissing tot weigering werd genomen en naar de Dienst Vreemdelingenzaken (artikel 330/2, vierde lid, van het Burgerlijk Wetboek).

B.21.2. De persoon die de afstammingsband wil laten vaststellen, kan dan een vordering instellen tot onderzoek naar het moederschap, vaderschap of meemoederschap bij de familierechtbank van de plaats van de aangifte van de erkenning (artikel 330/2, vijfde lid, van het Burgerlijk Wetboek). De familierechtbank waarbij een dergelijke vordering is ingesteld, doet uitspraak, waarbij de verschillende op het spel staande belangen tegen elkaar worden afgewogen en waarbij, zoals in B.13.1 is vermeld, het belang van het kind de eerste overweging is, zelfs wanneer de weigeringsbeslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand met betrekking tot de erkenning van het kind genomen is op grond van artikel 330/1 van het Burgerlijk Wetboek.

B.22.1. Een dergelijke vordering tot onderzoek van het moederschap, vaderschap of meemoederschap vormt op zich echter geen « beroep » gericht tegen de weigering van de ambtenaar van de burgerlijke stand, maar een nieuwe en onderscheiden vordering, die wordt geregeld bij de artikelen 314, 322 tot 325, 325/8 tot 325/10 en 332*quinquies* van het Burgerlijk Wetboek.

B.22.2. De verzoekende partijen bekritisieren het feit dat tegen de weigeringsbeslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand geen specifiek beroep openstaat. Aldus zou het recht op toegang tot de rechter niet gewaarborgd zijn of minstens niet voor de erkenner die geen biologische band heeft met het kind. Het onderzoek van de thans voorliggende grief heeft dus betrekking op de noodzaak om, in een later stadium van de procedure, een specifiek beroep te organiseren tegen de eventuele weigering van een niet-jurisdictionele overheid om een erkenning van afstamming te akteren, om de reden dat de intentie van de erkenner kennelijk enkel het verkrijgen van een verblijfsrechtelijk voordeel zou zijn.

B.23.1. De bevoegdheid die door de bestreden bepalingen wordt toegekend aan de ambtenaar van de burgerlijke stand ligt in het verlengde van de bevoegdheden die hem reeds werden toegekend in geval van schijnhuwelijk of schijnsamenwoning.

Wanneer de ambtenaar van de burgerlijke stand weigert een huwelijk te voltrekken omdat niet beoogd wordt een duurzame levensgemeenschap tot stand te brengen doch enkel een verblijfsrechtelijk voordeel wordt nagestreefd, kan tegen die beslissing, binnen de maand na de kennisgeving ervan, door de belanghebbenden beroep worden aangetekend bij de voorzitter van de familierechtbank, rechtsprekend zoals in kort geding (artikel 167, laatste lid, van het Burgerlijk Wetboek *juncto* artikel 1253*ter*/4, § 2, eerste lid, 6°, en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek). Overeenkomstig artikel 2 van het Gerechtelijk Wetboek zijn de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek in beginsel van toepassing op die rechtspleging.

Een soortgelijk beroep staat open tegen de weigering van de ambtenaar van de burgerlijke stand om de akte van verklaring van wettelijke samenwoning op te maken omdat enkel een verblijfsrechtelijk voordeel wordt nagestreefd (artikel 1476*quater* van het Burgerlijk Wetboek *juncto* artikel 1253*ter*/4, eerste lid, 6°, en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek).

B.23.2. Met betrekking tot de in B.23.1 beoogde bevoegdheid van de familierechtbank heeft het Hof van Cassatie geoordeeld dat die niet beperkt is tot een controle op de wettigheid van de weigeringsbeslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand maar dat de rechter daarop een controle met volle rechtsmacht uitoefent. Alles wat tot de beoordelingsbevoegdheid van de ambtenaar behoort, wordt onderworpen aan het toezicht van de rechter. De rechter dient te oordelen aan de hand van alle hem voorgelegde feitelijke gegevens en kan daarbij ook rekening houden met gegevens die dateren van na de weigeringsbeslissing of die pas na die beslissing bekend werden (Cass., 13 april 2007, C.06.0334.N).

B.24. In verband met de keuze van de wetgever om in het bestreden artikel 330/2 van het Burgerlijk Wetboek niet een dergelijk beroep te organiseren tegen de beslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand, vermeldt de parlementaire voorbereiding :

« Anders dan bij het huwelijk of de wettelijke samenwoning staan er nog andere mogelijkheden voor het vaststellen van de afstamming open naast de erkenning. De persoon die de erkenning geweigerd ziet kan [een] beroep doen op de procedure tot gerechtelijke vaststelling. De afstamming kan in deze procedure op verschillende wijzen worden bewezen. De erkenner zal dus niet de kans ontzegd worden om zijn afstammingsband met het kind vastgesteld te zien, zelfs indien deze niet zou berusten op de biologische werkelijkheid maar op een socio-affectieve-volitieve realiteit.

Om die reden kan de erkenner, in geval van weigering door de ambtenaar van de burgerlijke stand om de erkenning te akteren, zijn afstamming laten vaststellen door [een] beroep te doen op de procedure van onderzoek naar het moederschap, vaderschap of meemoederschap.

De rechter zal in dat geval uitspraak doen over de te vestigen afstammingsband.

Hij zal uitspraak doen overeenkomstig het nationale recht dat van toepassing is krachtens het Wetboek van internationaal privaatrecht, terwijl hij ook zal moeten nagaan of de voorwaarden van artikel 330/1 als voorrangregel (politiewet) gerespecteerd worden.

De mogelijkheid om de gerechtelijke vaststelling te verzoeken zal dus dienst doen als beroepsmogelijkheid.

De betrokkene zal bij de inleiding van zijn vordering melding moeten maken van de weigeringsbeslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand. De rechter voor wie het verzoek wordt gebracht heeft in dat geval weet van de relevante weigeringsbeslissing, waarvan hij de gevolgen ongedaan kan maken door de gerechtelijke vaststelling. De rechter zal in feite ook overgaan tot een toetsing aangaande de uitoefening van het subjectieve recht van de betrokkene om zijn vaderschap vastgesteld te zien en dit op basis van alle hem voorgelegde elementen met inbegrip van die welke zich na de weigeringsbeslissing hebben voorgedaan, voor zover die voor hem worden gebracht » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, pp. 20-22).

B.25.1. De artikelen 10 en 11 van de Grondwet waarborgen het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie. Artikel 13 van de Grondwet houdt een recht in op toegang tot de bevoegde rechter. Dat recht wordt eveneens gewaarborgd bij artikel 6, lid 1, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Artikel 13 van hetzelfde Verdrag waarborgt voor personen van wie de rechten en vrijheden vermeld in dat Verdrag zijn geschonden, een recht op een daadwerkelijk rechtsmiddel voor een nationale instantie.

B.25.2. Volgens het Europees Hof voor de Rechten van de Mens wordt bij artikel 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens het « recht op een rechterlijke instantie », gewaarborgd, waarvan het recht op toegang, namelijk het recht om een zaak aanhangig te maken bij een rechterlijke instantie in burgerlijke zaken, een aspect vormt.

B.25.3. Het recht op toegang tot een rechter is evenwel niet absoluut. De beperkingen van dat recht mogen geen afbreuk doen aan de inhoud van dat recht. Zij moeten bovendien redelijk evenredig zijn met het gewettigde doel dat zij nastreven (EHRM, 7 juli 2009, *Stagno t. België*, § 25; grote kamer, 17 januari 2012, *Stanev t. Bulgarije*, § § 229-230). De reglementering inzake het recht op toegang tot een rechter moet steeds de rechtszekerheid en de goede rechtsbedeling nastreven en mag geen soort van belemmering vormen die de rechtzoekende belet dat de inhoud van zijn geschil wordt beslecht door het bevoegde rechtscollege (EHRM, 7 juli 2009, *Stagno t. België*, § 25; 29 maart 2011, *RTBF t. België*, § 69). De verenigbaarheid van die beperkingen met het recht op toegang tot een rechter wordt beoordeeld rekening houdend met de bijzonderheden van de in het geding zijnde procedure en van het hele proces (EHRM, 29 maart 2011, *RTBF t. België*, § 70).

B.26.1. Zoals is vermeld in B.24, heeft de wetgever geen specifiek beroep georganiseerd tegen de weigering van de ambtenaar van de burgerlijke stand om de erkenning te akteren. Hij biedt de betrokkenen wel de mogelijkheid om in een dergelijk geval de gerechtelijke vaststelling van een afstammingsband te vorderen via de familierechtbank. Die procedure geldt volgens de parlementaire voorbereiding « als beroepsmogelijkheid ».

De vorderingen tot onderzoek naar het moederschap, vaderschap of meemoederschap worden geregeld bij de artikelen 314, 322 tot 325, 325/8 tot 325/10 en 332*quinquies* van het Burgerlijk Wetboek.

B.26.2. Aldus legt de bestreden bepaling aan de personen wier aanvraag om erkenning geweigerd is door de ambtenaar van de burgerlijke stand, andere, mogelijk strengere voorwaarden op om het moederschap, vaderschap of meemoederschap te laten vaststellen, terwijl, indien een onafhankelijke en onpartijdige rechter de aanvankelijke weigeringsbeslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand onregelmatig had kunnen bevinden, zij de erkenning zouden kunnen vragen, los van de in B.26.1, tweede alinea, vermelde bepalingen (zie het advies van de afdeling wetgeving van Raad van State, *Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, p. 71).

B.27.1. Overeenkomstig de artikelen 314 en 322 van het Burgerlijk Wetboek zijn de vorderingen tot onderzoek naar het moederschap en naar het vaderschap onderworpen aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 332*quinquies* van het Burgerlijk Wetboek. Overeenkomstig artikel 325/8 van het Burgerlijk Wetboek zijn de vorderingen tot onderzoek naar het meemoederschap onderworpen aan de voorwaarden vastgesteld in artikel 332*quinquies*, § 1, 1/1, 2 en 4, van het Burgerlijk Wetboek.

B.27.2. De vorderingen tot onderzoek naar het moederschap en het vaderschap zijn derhalve onderworpen aan artikel 332*quinquies*, § 3, van het Burgerlijk Wetboek, dat bepaalt :

« De rechtbank wijst de vordering hoe dan ook af indien het bewijs wordt geleverd dat degene wiens afstamming wordt onderzocht niet de biologische vader of moeder van het kind is ».

B.27.3. In de memorie van toelichting van de bestreden wetsbepalingen wordt aangegeven dat « de wetgever [...] allerminst de socio-affectieve vaders [wil] viseren die hun verantwoordelijkheid wensen op te nemen tegenover een kind waar zij geen biologische band mee hebben » (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, p. 5; zie eveneens *ibid.*, p. 20), hetgeen is bevestigd door de gemachtigde van de minister voor de afdeling wetgeving van de Raad van State (*ibid.*, p. 71), alsook door de minister (*Parl. St.*, Kamer, 2016-2017, DOC 54-2529/003, pp. 6-7).

B.27.4. Echter, als gevolg van de grond van afwijzing die, bij ontstentenis van een biologische band, is vervat in artikel 332*quinquies* van het Burgerlijk Wetboek, zal aan de erkenner en het kind elke mogelijkheid worden ontzegd om een afstammingsband te hebben wanneer er geen biologische band tussen hen bestaat.

In een dergelijke hypothese bestaat voor de rechter die zich uitsprekt over een vordering tot onderzoek naar het vaderschap of moederschap, geen enkele mogelijkheid om de belangen van de verschillende betrokken personen, en met name het primordiale belang van de kinderen die zijn betrokken bij een weigering van de ambtenaar van de burgerlijke stand om de erkenning te akteren wegens een vermoeden van frauduleuze erkenning, *in concreto* af te wegen.

B.27.5. Aldus wordt in een dergelijk geval afbreuk gedaan aan het recht op toegang tot de rechter.

B.28.1. Bijgevolg volstaat de mogelijkheid om, na de weigering van de ambtenaar van de burgerlijke stand om de erkenning te akteren, een gerechtelijke procedure tot vaststelling van de afstamming in te stellen, niet om het recht op toegang tot de rechter te waarborgen.

B.28.2. Het komt aan de wetgever toe een jurisdictionele procedure te organiseren die tegemoetkomt aan de hiervoor vermelde tekortkomingen.

Die beroepsprocedure tegen de weigeringsbeslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand moet de rechter bij wie de zaak aanhangig is gemaakt, de mogelijkheid bieden over een beroep met volle rechtsmacht te beschikken en uitspraak te doen waarbij de verschillende op het spel staande belangen tegen elkaar worden afgewogen en waarbij overeenkomstig hetgeen in B.13.1 is vermeld, het belang van het kind de eerste overweging is.

De familierechtbank kan aldus vaststellen dat uit het geheel van de omstandigheden niet kennelijk blijkt dat met de erkenning enkel het verkrijgen van een verblijfsrechtelijk voordeel, maar tevens de vaststelling van een afstammingsband in het belang van het kind wordt beoogd, en dat bijgevolg aan de toepassingsvoorwaarden van artikel 330/1 van het Burgerlijk Wetboek niet is voldaan, zodat die bepaling geen toepassing kan vinden en niets de erkenning in de weg staat.

Bij een dergelijk beroep kan, in tegenstelling tot wat het geval is met de bestreden bepaling, artikel 332*quinquies*, § 3, van het Burgerlijk Wetboek niet eraan in de weg staan dat de afstamming in voorkomend geval op een sociaffectieve basis wordt vastgesteld.

Teneinde, in afwachting van dat optreden van de wetgever, aan de belanghebbenden het recht op toegang tot de rechter te waarborgen, dienen zij de mogelijkheid te hebben om tegen de weigeringsbeslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand een beroep in te stellen bij de voorzitter van de familierechtbank, overeenkomstig hetgeen in B.23 is vermeld met betrekking tot een schijnhuwelijk of een schijnsamenwoning.

B.28.3. Het eerste onderdeel van het vierde middel is gegrond. Bijgevolg dient artikel 330/2, vijfde en zesde lid, van het Burgerlijk Wetboek, zoals ingevoegd bij artikel 10 van de wet van 19 september 2017, te worden vernietigd.

B.29. In zoverre de verzoekende partijen in het tweede onderdeel van het vierde middel een verschil in behandeling aanklagen tussen de belanghebbenden die tegen een weigeringsbeslissing van de ambtenaar van de burgerlijke stand willen opkomen, naargelang zij hun woonplaats al dan niet in België hebben, vloeit dat verschil niet voort uit de bestreden bepalingen.

B.30. Het tweede onderdeel van het vierde middel is niet gegrond.

Wat betreft het tweede middel

B.31.1. De verzoekende partijen bekritisieren het feit dat de bestreden wet een verschil in behandeling zou doen ontstaan tussen, enerzijds, de kinderen geboren uit wettig in België verblijvende of Belgische ouders, aan wie nooit de vaststelling van hun afstammingsband via een akte van erkenning kan worden geweigerd, en, anderzijds, de kinderen geboren uit ten minste één ouder met onregelmatig of precair verblijf in België, aan wie een dergelijke afstammingsband kan worden ontzegd. Aldus zouden de bestreden bepalingen strijdig zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 22*bis* van de Grondwet en met de artikelen 3, lid 1, en 7, lid 1, van het Verdrag inzake de rechten van het kind (tweede middel).

B.31.2. De bestreden bepalingen beogen te voorkomen dat de erkenning wordt afgewend van haar doel en wordt aangewend om op frauduleuze wijze een verblijfsrecht te verkrijgen. In het licht van die doelstelling zijn de vermelde categorieën van personen niet vergelijkbaar, nu in het eerste geval het risico op een dergelijk misbruik niet bestaat.

B.32. Het tweede middel is niet gegrond.

Om die redenen,
het Hof

- vernietigt artikel 330/2, vijfde en zesde lid, van het Burgerlijk Wetboek, zoals ingevoerd bij artikel 10 van de wet van 19 september 2017 « tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek, het Gerechtelijk Wetboek, de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen en het Consulaire Wetboek met het oog op de strijd tegen de frauduleuze erkenning en houdende diverse bepalingen inzake het onderzoek naar het vaderschap, moederschap en meemoederschap, alsook inzake het schijnhuwelijk en de schijnwettelijke samenwoning »;

- onder voorbehoud van hetgeen is vermeld in B.18, verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus gewezen in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet op het Grondwettelijk Hof, op 7 mei 2020.

De griffier,
P.-Y. Dutilleux

De voorzitter,
F. Daoût

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

[2020/202291]

Auszug aus dem Entscheid Nr. 58/2020 vom 7. Mai 2020

Geschäftsverzeichnisnummer 6876

In Sachen: Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 19. September 2017 « zur Abänderung des Zivilgesetzbuches, des Gerichtsgesetzbuches, des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Konsulargesetzbuches im Hinblick auf die Bekämpfung missbräuchlicher Anerkennungen und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Vaterschafts-, Mutterschafts- und Mitmutterschaftsermittlung sowie Scheinehe und vorgetäushtes gesetzliches Zusammenwohnen », erhoben von der Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften und anderen.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten F. Daoût und A. Alen, und den Richtern L. Lavrysen, J.-P. Moerman, T. Merckx-Van Goey, P. Nihoul, T. Giet, R. Leysen, J. Moerman und M. Pâques, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Präsidenten F. Daoût,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Gerichtshof mit am 19. März 2018 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 21. März 2018 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 19. September 2017 « zur Abänderung des Zivilgesetzbuches, des Gerichtsgesetzbuches, des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Konsulargesetzbuches im Hinblick auf die Bekämpfung missbräuchlicher Anerkennungen und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Vaterschafts-, Mutterschafts- und Mitmutterschaftsermittlung sowie Scheinehe und vorgetäushtes gesetzliches Zusammenwohnen » (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. Oktober 2017): die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften, die VoG « Coordination et Initiatives pour et avec les Réfugiés et Etrangers », die VoG « Point d'appui. Service d'aide aux personnes sans papiers », die VoG « Bureau d'Accueil et de Défense des Jeunes », der VoG « Ligue des Droits de l'Homme », die VoG « Kinderrechtcoalitie Vlaanderen », die VoG « Association pour le droit des Etrangers », die VoG « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », die VoG « Medimmigrant », die VoG « Coordination des Organisations non gouvernementales pour les droits de l'enfant » und die gemeinnützige Stiftung « Comité belge pour l'UNICEF », unterstützt und vertreten durch RÄin C. de Bouyalski, RA M. Kaiser, RÄin C. Verbrouck und RA M. Verdussen, in Brüssel zugelassen.

(...)

II. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf den Umfang der Nichtigkeitsklage

B.1.1. Befasst wurde der Gerichtshof mit einer Klage auf Nichtigerklärung des Gesetzes vom 19. September 2017 « zur Abänderung des Zivilgesetzbuches, des Gerichtsgesetzbuches, des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Konsulargesetzbuches im Hinblick auf die Bekämpfung missbräuchlicher Anerkennungen und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Vaterschafts-, Mutterschafts- und Mitmutterschaftsermittlung sowie Scheinehe und vorgetäushtes gesetzliches Zusammenwohnen » (nachstehend: Gesetz vom 19. September 2017).

B.1.2. Nach dem vorerwähnten Gesetz kann der Standesbeamte die Beurkundung der Anerkennung im Hinblick auf eine zusätzliche Untersuchung aufschieben und sich weigern, die Anerkennung zu beurkunden, wenn es Hinweise dafür gibt, dass es sich um eine missbräuchliche Anerkennung handelt, unter der eine Anerkennung verstanden wird, mit der der Anerkennende « offensichtlich nur die Erlangung eines an die Feststellung eines Abstammungsverhältnisses gebundenen aufenthaltsrechtlichen Vorteils » beabsichtigt (Artikel 330/1 des Zivilgesetzbuches, eingefügt durch das Gesetz vom 19. September 2017).

B.2.1. Die klagenden Parteien beantragen die vollständige Nichtigerklärung des Gesetzes vom 19. Dezember 2017.

B.2.2. Nach Auffassung des Ministerrats geht jedoch aus der Darlegung der Klagegründe hervor, dass sich die von den klagenden Parteien geäußerte Kritik nur auf bestimmte Bestimmungen des angefochtenen Gesetzes bezieht.

B.2.3. Der Gerichtshof muss die Tragweite der Nichtigkeitsklage auf der Grundlage des Inhalts der Klageschrift bestimmen.

Für nichtig erklären kann der Gerichtshof nur ausdrücklich angefochtene gesetzeskräftige Bestimmungen, gegen die Klagegründe angeführt werden, und gegebenenfalls Bestimmungen, die zwar nicht angefochten werden, aber untrennbar mit den für nichtig zu erklärenden Bestimmungen verbunden sind.

B.2.4. Auch wenn die klagenden Parteien die Nichtigerklärung des gesamten Gesetzes vom 19. September 2017 verlangen, geht aus der Darlegung der Klagegründe hervor, dass sich ihre Beschwerdegründe nur gegen die Definition des Begriffs der missbräuchlichen Anerkennung und die Befugnisse des Standesbeamten und der Staatsanwaltschaft bei missbräuchlichen Anerkennungen richten, die durch die Artikel 9 bis 11 des Gesetzes vom 19. September 2017 eingeführt werden, mit denen die Artikel 330/1 bis 330/3 in das Zivilgesetzbuch eingefügt werden.

Folglich beschränkt der Gerichtshof seine Prüfung auf diese Bestimmungen.

B.3.1. Die Artikel 9 bis 11 des Gesetzes vom 19. September 2019 bestimmen:

« Art. 9. In Buch I Titel VII Kapitel III Abschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 330/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Art. 330/1. Im Fall einer Ankündigung der Anerkennung entsteht kein Abstammungsverhältnis zwischen dem Kind und dem Anerkennenden, wenn aus der Gesamtheit der Umstände hervorgeht, dass die Absicht des Anerkennenden offensichtlich nur die Erlangung eines an die Feststellung eines Abstammungsverhältnisses gebundenen aufenthaltsrechtlichen Vorteils für ihn selbst, für das Kind oder für die Person, die ihre vorherige Zustimmung zu der Anerkennung geben muss, ist. ‘

Art. 10. In Buch I Titel VII Kapitel III Abschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 330/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Art. 330/2. Der Standesbeamte weigert sich, die Anerkennung zu beurkunden, wenn er feststellt, dass die Anerkennung sich auf eine in Artikel 330/1 erwähnte Situation bezieht.

Besteht die ernsthafte Vermutung, dass die Anerkennung sich auf eine in Artikel 330/1 erwähnte Situation bezieht, kann der Standesbeamte - eventuell, nachdem er die Stellungnahme des Prokurators des Königs des Gerichtsbezirks eingeholt hat, in dem die Person, die das Kind anerkennen will, beabsichtigt, das Kind anzuerkennen - die Beurkundung der Anerkennung während einer Frist von höchstens zwei Monaten ab Erstellung der Urkunde über die Ankündigung der Anerkennung aufschieben, um eine zusätzliche Untersuchung vorzunehmen. Der Prokurator des Königs kann diese Frist um maximal drei Monate verlängern. In diesem Fall informiert er den Standesbeamten darüber, der seinerseits die Interesse habenden Parteien darüber informiert.

Wenn der Standesbeamte binnen der in Absatz 2 vorgesehenen Frist keine definitive Entscheidung getroffen hat, ist er verpflichtet, die Anerkennung unverzüglich zu beurkunden.

Im Fall einer in Absatz 1 erwähnten Weigerung notifiziert der Standesbeamte den Interesse habenden Parteien unverzüglich seine mit Gründen versehene Entscheidung. Gleichzeitig wird dem Prokurator des Königs des Gerichtsbezirks, wo die Weigerungsentscheidung getroffen worden ist, und dem Ausländeramt davon eine Abschrift zusammen mit einer Abschrift aller zweckdienlichen Dokumente übermittelt.

Verweigert der Standesbeamte die Beurkundung der Anerkennung, kann die Person, die das Abstammungsverhältnis feststellen lassen will, eine Klage auf Ermittlung der Mutterschaft, der Vaterschaft oder der Mitmutterschaft beim Familiengericht des Ortes, in dem die Anerkennung angekündigt worden ist, einreichen.

In dem in Absatz 5 erwähnten Fall enthält die Ladungsurkunde oder die Antragschrift zur Vermeidung der Nichtigkeit die Weigerungsentscheidung des Standesbeamten. ‘

Art. 11. In Buch I Titel VII Kapitel III Abschnitt 2 desselben Gesetzbuches wird ein Artikel 330/3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

‘ Art. 330/3. § 1. Der Prokurator des Königs klagt die Nichtigkeit einer Anerkennung in dem in Artikel 330/1 erwähnten Fall ein.

§ 2. Von jeder Gerichtsvollzieherurkunde über die Zustellung eines Urteils oder Entscheids, durch das/den eine Anerkennung für nichtig erklärt wird, übermittelt der beurkundende Gerichtsvollzieher der Staatsanwaltschaft und dem Greffier des Rechtsprechungsorgans, das die Entscheidung verkündet hat, sofort eine Abschrift.

Wenn die Nichtigkeit der Anerkennung durch ein formell rechtskräftig gewordenes Urteil oder einen formell rechtskräftig gewordenen Entscheid ausgesprochen worden ist, lässt der Greffier dem Standesbeamten des Ortes, an dem die Anerkennungsurkunde ausgefertigt worden ist, beziehungsweise, wenn die Anerkennungsurkunde nicht in Belgien ausgefertigt worden ist, dem Standesbeamten von Brüssel und dem Ausländeramt unverzüglich einen Auszug zukommen, der den Tenor des Urteils oder Entscheids und das Datum, an dem dieses Urteil beziehungsweise dieser Entscheid formell rechtskräftig geworden ist, enthält.

Der Greffier setzt die Parteien davon in Kenntnis.

Der Standesbeamte überträgt den Tenor unverzüglich in seine Register; dies wird am Rand der Anerkennungsurkunde und der Geburtsurkunde des Kindes vermerkt, wenn diese Urkunden in Belgien ausgefertigt oder übertragen worden sind. ‘ ».

B.3.2. Das Gesetz vom 18. Juni 2018 « zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Zivilrecht und von Bestimmungen zur Förderung alternativer Formen der Streitfalllösung » (nachstehend: Gesetz vom 18. Juni 2018) ändert mehrere der durch das Gesetz vom 19. September 2017 eingefügte Bestimmungen ab.

Artikel 38 des Gesetzes vom 18. Juni 2018 ersetzt in Artikel 330/2 Absatz 2 des Zivilgesetzbuches, eingefügt durch Artikel 10 des Gesetzes vom 19. September 2017, die Wörter « ab Erstellung der Urkunde über die Ankündigung der Anerkennung » durch die Wörter « ab Unterzeichnung der Ankündigung ».

Artikel 39 des Gesetzes vom 18. Juni 2019 ersetzt in Artikel 330/3 § 2, eingefügt durch Artikel 11 des Gesetzes vom 19. September 2017, die Absätze 2 bis 4 wie folgt:

« Wenn die Erklärung der Nichtigkeit der Anerkennung durch eine formell rechtskräftig gewordene gerichtliche Entscheidung ausgesprochen worden ist, übermittelt der Greffier der DPSU unverzüglich die Angaben der gerichtlichen Entscheidung mit Vermerk des Datums, an dem sie formell rechtskräftig geworden ist.

Die DPSU erstellt auf der Grundlage dieser Angaben einen Vermerk und verknüpft ihn mit der Anerkennungsurkunde und der Geburtsurkunde des Kindes.

Der Greffier setzt die Parteien unverzüglich davon in Kenntnis.

Wenn es sich um die Erklärung der Nichtigkeit einer Anerkennung handelt, die unter Verstoß gegen Artikel 330/1 erfolgt ist, notifiziert die DPSU dem Ausländeramt unverzüglich die gerichtliche Entscheidung mit Vermerk des Datums, an dem sie formell rechtskräftig geworden ist. ‘ ».

B.3.3. Gemäß Artikel 118 des Gesetzes vom 18. Juni 2018 sind diese Abänderungen am 5. Oktober 2018 in Kraft getreten.

B.3.4. Bei der Prüfung zur Sache wird der Gerichtshof die Auswirkungen dieser Abänderungen berücksichtigen.

B.3.5. In dem Rundschreiben vom 21. März 2018 « über das Gesetz vom 19. September 2017 zur Abänderung des Zivilgesetzbuches, des Gerichtsgesetzbuches, des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Konsulargesetzbuches im Hinblick auf

die Bekämpfung missbräuchlicher Anerkennungen und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Vaterschafts-, Mutterschafts- und Mitmutterchaftsermittlung sowie Scheinehe und vorgetäushtes gesetzliches Zusammenwohnen » (nachstehend: Rundschreiben vom 21. März 2018), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. März 2018, wird die Tragweite des Gesetzes vom 19. September 2017 verdeutlicht.

Dieses Rundschreiben war Gegenstand einer von den klagenden Parteien erhobenen Nichtigkeitsklage vor dem Staatsrat, der diese Klage mit seinem Entscheid Nr. 244.846 vom 19. Juni 2019 wegen der fehlenden verordnungsrechtlichen Beschaffenheit des angefochtenen Rundschreibens abgewiesen hat.

In Bezug auf das Interesse an der Klageerhebung

B.4.1. Die erste klagende Partei ist die Kammer der französischsprachigen und deutschsprachigen Rechtsanwaltschaften.

Die zweite bis sechste der klagenden Parteien sind Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht, deren Zweck es ist, die Grundrechte jeweils von Ausländern, insbesondere mit illegalem oder unsicherem Aufenthaltsstatus, Kindern und Familien zu verteidigen. Die elfte klagende Partei ist eine gemeinnützige Stiftung, deren Zweck es ist, die Umsetzung des Übereinkommens über die Rechte des Kindes zu fördern.

B.4.2. Die Verfassung und das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof erfordern, dass jede natürliche oder juristische Person, die eine Nichtigkeitsklage erhebt, ein Interesse nachweist. Das erforderliche Interesse liegt nur bei jenen Personen vor, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar und ungünstig beeinflusst werden könnte.

B.4.3. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht, die nicht ihr persönliches Interesse geltend macht, vor dem Gerichtshof auftritt, ist es erforderlich, dass ihr Satzungszweck besonderer Art ist und sich daher vom allgemeinen Interesse unterscheidet, dass sie ein kollektives Interesse vertritt, dass die angefochtene Rechtsnorm ihren Zweck beeinträchtigen kann, und dass es sich schließlich nicht zeigt, dass dieser Zweck nicht oder nicht mehr tatsächlich erstrebt wird.

B.4.4. Die zweite bis zehnte der klagenden Parteien, die Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht sind, deren Satzungszweck es ist, die Grundrechte von Ausländern oder Kindern und Familien zu verteidigen, weisen ein Interesse an der Erhebung der Nichtigkeitsklage gegen das Gesetz vom 19. September 2017 nach, das die Rechte dieser Personenkategorien beeinträchtigen könnte, indem es einen Mechanismus einführt, mit dem die Feststellung eines Abstammungsverhältnisses durch Anerkennung verhindert werden kann, wenn aus der Gesamtheit der Umstände hervorgeht, dass der Anerkennende nur die « missbräuchliche » Erlangung eines aufenthaltsrechtlichen Vorteils anstrebt.

B.4.5. Da die Klage in Bezug auf die zweite bis zehnte klagende Partei zulässig ist, braucht der Gerichtshof nicht zu prüfen, ob die anderen klagenden Parteien ebenfalls das erforderliche Interesse nachweisen.

B.5. Die Klage ist zulässig.

In Bezug auf die Intervention

B.6.1. Das Föderale Zentrum für die Analyse der Migrationsströme, den Schutz der Grundrechte der Ausländer und die Bekämpfung des Menschenhandels (Myria) hat einen Interventionsschriftsatz und einen Gegenerwiderrungsschriftsatz eingereicht. Es weist sein Interesse an der Klageerhebung durch seine Eigenschaft als unabhängige belgische öffentliche Einrichtung nach, deren Aufgabe es insbesondere ist, für die Einhaltung der Grundrechte von Ausländern zu sorgen, und das außerdem zahlreiche Beschwerden von Personen bearbeitet, deren Rechte durch das angefochtene Gesetz stark eingeschränkt werden. Es unterstützt die Nichtigkeitsklage der klagenden Parteien.

B.6.2. Die intervenierende Partei äußert insbesondere Kritik an den Artikeln 6 und 7 des Gesetzes vom 19. September 2017, die das Verfahren zur Einreichung eines Antrags auf Anerkennung, die territoriale Zuständigkeit des Standesbeamten und die im Fall der Ankündigung der Anerkennung dem Standesbeamten vorzulegenden Dokumente betreffen.

B.6.3. Der Gerichtshof muss seine Prüfung auf jene Bestimmungen beschränken, deren Nichtigkeitsklärung in der Klageschrift beantragt wurde.

Aus B.2.4 geht hervor, dass sich die Nichtigkeitsklage nicht auf die Artikel 6 und 7 des Gesetzes vom 19. September 2017 bezieht, die auch nicht untrennbar mit den angefochtenen Artikeln 9 bis 11 desselben Gesetzes verbunden sind.

Eine intervenierende Partei darf die ursprüngliche Klage nicht ändern oder erweitern.

B.7. Da die intervenierende Partei im Übrigen kein wesentliches Argument zu den von den klagenden Parteien angeführten Beschwerdegründen hinzufügt, ist die Zulässigkeit ihrer Intervention nicht zu prüfen.

Zur Hauptsache

B.8.1. Das Gesetz vom 19. September 2017 hat das Ziel, missbräuchliche Anerkennungen, das heißt Anerkennungen, « die nur mit dem Ziel vorgenommen werden, die gesetzlichen Bestimmungen des Aufenthaltsrechts zu umgehen », zu bekämpfen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, S. 5). Der Gesetzgeber hat sich für ein System entschieden, in dem « im Rahmen des Möglichen die missbräuchliche Anerkennung in der gleichen Weise behandelt wird wie die Scheinehe » (ebenda, S. 8), auch wenn an der Anerkennung « mehrere Parteien beteiligt sind und sie insbesondere unter Berücksichtigung des Wohles des Kindes und des internationalen Privatrechts beurteilt werden muss » (ebenda).

In Bezug auf die Zielsetzung heißt es in den Vorarbeiten:

« L'intensification ces dernières années de la lutte contre les mariages de complaisance et les cohabitations légales de complaisance, a eu pour conséquence le déplacement de la problématique vers la reconnaissance des enfants.

Les conditions pour reconnaître un enfant sont minimales, et au moment de l'établissement de la filiation, le droit au regroupement familial est ouvert.

Dans les cas les plus flagrants, plusieurs enfants, parfois plus de dix, sont reconnus par une seule personne.

Cela va même jusqu'à la conception effective d'enfants dans le seul but d'obtenir un avantage en matière de séjour. Dans ce cas, il existe un lien biologique, mais dès l'obtention de l'avantage en matière de séjour, l'enfant et l'autre parent sont abandonnés.

Dans son ' Rapport sur les lois ayant posé des difficultés d'application ou d'interprétation pour les cours et tribunaux au cours de l'année judiciaire 2010-2011 ' (DOC 53 1414/005), le Collège des procureurs généraux mentionne pour la première fois le problème de la reconnaissance frauduleuse. Dans les rapports 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, le problème de la reconnaissance frauduleuse est une nouvelle fois évoqué, mais le Collège avance comme solution possible un règlement analogue à celui des mariages de complaisance (DOC 53 1414/008 - DOC 53 1414/012 - DOC 54 0435/002).

Les officiers de l'état civil sont de plus en plus souvent confrontés à des personnes souhaitant reconnaître un enfant en vue d'obtenir ou de procurer un avantage en matière de séjour, mais ne disposent toutefois pas pour l'instant de moyens légaux pour agir » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, SS. 5-6).

B.8.2. Nach Artikel 330/1 des Zivilgesetzbuches handelt es sich um eine missbräuchliche Anerkennung, « wenn aus der Gesamtheit der Umstände hervorgeht, dass die Absicht des Anerkennenden offensichtlich nur die Erlangung eines an die Feststellung eines Abstammungsverhältnisses gebundenen aufenthaltsrechtlichen Vorteils für ihn selbst, für das Kind oder für die Person, die ihre vorherige Zustimmung zu der Anerkennung geben muss, ist ».

B.8.3. Artikel 330/2 des Zivilgesetzbuches bestimmt, dass der Standesbeamte sich weigert, die Anerkennung zu beurkunden, wenn er feststellt, dass diese sich auf eine in Artikel 330/1 erwähnte Situation bezieht.

Er kann ebenfalls die Beurkundung der Anerkennung aufschieben, wenn eine « ernsthafte Vermutung » einer missbräuchlichen Anerkennung besteht. In diesem Fall kann er eventuell die Stellungnahme des Prokurators des Königs einholen, um eine zusätzliche Untersuchung vorzunehmen.

B.8.4. Neben dieser vorherigen Kontrolle der Anerkennung durch den Standesbeamten und gegebenenfalls durch den Prokurator des Königs sieht das Gesetz ebenfalls vor, dass der Prokurator des Königs die Nichtigkeit einer missbräuchlichen Anerkennung im Sinne von Artikel 330/1 des Zivilgesetzbuches einklagt (Artikel 330/3 des Zivilgesetzbuches).

In Bezug auf den ersten, dritten und vierten Klagegrund

B.9.1. Die Beschwerdegründe der klagenden Parteien richten sich in erster Linie gegen den Umstand, dass der Standesbeamte die Anerkennung verweigern kann, auch bei einem biologischen Abstammungsverhältnis, und gegen den Umstand, dass der Prokurator des Königs die Feststellung der Abstammung verweigern könnte, ohne dass diese Behörden dabei das Wohl des Kindes berücksichtigen müssen oder es gegen andere Interessen abwägen müssen. Auf diese Weise verstießen die angefochtenen Bestimmungen gegen Artikel 22*bis* der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 3 Absatz 1 und 7 Absatz 1 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes (erster Klagegrund).

Die Möglichkeit, die Anerkennung oder die Feststellung der Abstammung zu verweigern, verletzt ebenfalls das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens der betroffenen Personen und verstößt folglich gegen Artikel 22 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention (dritter Klagegrund).

Insofern in ihnen angeführt wird, dass der Prokurator des Königs die Feststellung der Abstammung verweigern könnte, sind diese Klagegründe rechtlich verfehlt. Zum einen wird dem Prokurator des Königs eine beratende Befugnis verliehen, wenn seine Stellungnahme vom Standesbeamten eingeholt wird (Artikel 330/2 Absatz 2 des Zivilgesetzbuches). Zum anderen kann der Prokurator des Königs unter den in Artikel 330/3 des Zivilgesetzbuches festgelegten Bedingungen die Nichtigkeit einer bereits gewährten Anerkennung einklagen. Außerdem wird aus der Darlegung des Klagegrunds in keiner Weise ersichtlich, inwiefern das Eingreifen der Staatsanwaltschaft bemängelt wird. Der Gerichtshof prüft daher den ersten und dritten Klagegrund, insofern sie gegen das Eingreifen des Standesbeamten gerichtet sind.

B.9.2. Die klagenden Parteien bemängeln zudem den Umstand, dass gegen die Weigerung des Standesbeamten, die Anerkennung zu beurkunden, keine spezifische Beschwerde möglich ist. So sei das Recht auf gerichtliches Gehör nicht gewährleistet und die angefochtenen Bestimmungen verstießen gegen die Artikel 10, 11, 13 und 23 Absatz 3 Nr. 2 der Verfassung, an sich oder in Verbindung mit den Artikeln 6 und 13 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit Artikel 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union (vierter Klagegrund).

B.9.3. Da diese drei Klagegründe gegen untrennbare Aspekte des durch die angefochtenen Bestimmungen eingeführten Mechanismus, um missbräuchliche Anerkennungen zu bekämpfen, gerichtet sind, prüft der Gerichtshof diese Klagegründe zusammen.

B.10.1. Artikel 22*bis* der Verfassung bestimmt:

« Jedes Kind hat ein Recht auf Achtung vor seiner moralischen, körperlichen, geistigen und sexuellen Unversehrtheit.

Jedes Kind hat das Recht, sich in allen Angelegenheiten, die es betreffen, zu äußern; seiner Meinung wird unter Berücksichtigung seines Alters und seines Unterscheidungsvermögens Rechnung getragen.

Jedes Kind hat das Recht auf Maßnahmen und Dienste, die seine Entwicklung fördern.

Das Wohl des Kindes ist in allen Entscheidungen, die es betreffen, vorrangig zu berücksichtigen.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet diese Rechte des Kindes ».

B.10.2. Artikel 3 Absatz 1 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes bestimmt:

« Bei allen Maßnahmen, die Kinder betreffen, gleichviel ob sie von öffentlichen oder privaten Einrichtungen der sozialen Fürsorge, Gerichten, Verwaltungsbehörden oder Gesetzgebungsorganen getroffen werden, ist das Wohl des Kindes ein Gesichtspunkt, der vorrangig zu berücksichtigen ist ».

B.10.3. Artikel 7 Absatz 1 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes bestimmt:

« Das Kind ist unverzüglich nach seiner Geburt in ein Register einzutragen und hat das Recht auf einen Namen von Geburt an, das Recht, eine Staatsangehörigkeit zu erwerben, und soweit möglich das Recht, seine Eltern zu kennen und von ihnen betreut zu werden ».

Diese Bestimmung ist jedoch im vorliegenden Fall nicht relevant, da die Urkunde zur Anerkennung der Abstammung etwas anderes ist als die Handlung zur Registrierung des Kindes bei seiner Geburt.

B.11.1. Artikel 22 der Verfassung bestimmt:

« Jeder hat ein Recht auf Achtung vor seinem Privat- und Familienleben, außer in den Fällen und unter den Bedingungen, die durch Gesetz festgelegt sind.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes ».

B.11.2. Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« (1) Jedermann hat Anspruch auf Achtung seines Privat- und Familienlebens, seiner Wohnung und seines Briefverkehrs.

(2) Der Eingriff einer öffentlichen Behörde in die Ausübung dieses Rechts ist nur statthaft, insoweit dieser Eingriff gesetzlich vorgesehen ist und eine Maßnahme darstellt, die in einer demokratischen Gesellschaft für die nationale Sicherheit, die öffentliche Ruhe und Ordnung, das wirtschaftliche Wohl des Landes, die Verteidigung der Ordnung und zur Verhinderung von strafbaren Handlungen, zum Schutz der Gesundheit und der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer notwendig ist ».

B.11.3. Der Verfassungsgeber hat eine möglichst weitgehende Übereinstimmung zwischen Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention angestrebt (*Parl. Dok.*, Kammer, 1992-1993, Nr. 997/5, S. 2). Die Tragweite dieses Artikels 8 ist analog zu derjenigen der vorerwähnten Verfassungsbestimmung, weshalb die Garantien, die durch diese beiden Bestimmungen geboten werden, ein untrennbares Ganzes bilden.

B.12.1. Artikel 13 der Verfassung bestimmt:

« Niemand darf gegen seinen Willen seinem gesetzlichen Richter entzogen werden ».

B.12.2. Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

« Jedermann hat Anspruch darauf, dass seine Sache in billiger Weise öffentlich und innerhalb einer angemessenen Frist gehört wird, und zwar von einem unabhängigen und unparteiischen, auf Gesetz beruhenden Gericht, das über zivilrechtliche Ansprüche und Verpflichtungen oder über die Stichhaltigkeit der gegen ihn erhobenen strafrechtlichen Anklage zu entscheiden hat. Das Urteil muss öffentlich verkündet werden, jedoch kann die Presse und die Öffentlichkeit während der gesamten Verhandlung oder eines Teils derselben im Interesse der Sittlichkeit, der öffentlichen Ordnung oder der nationalen Sicherheit in einem demokratischen Staat ausgeschlossen werden, oder wenn die Interessen von Jugendlichen oder der Schutz des Privatlebens der Prozessparteien es verlangen oder, und zwar unter besonderen Umständen, wenn die öffentliche Verhandlung die Interessen der Gerechtigkeit beeinträchtigen würde, in diesem Falle jedoch nur in dem nach Auffassung des Gerichts erforderlichen Umfang ».

B.12.3. Artikel 13 derselben Konvention bestimmt :

« Sind die in der vorliegenden Konvention festgelegten Rechte und Freiheiten verletzt worden, so hat der Verletzte das Recht, eine wirksame Beschwerde bei einer nationalen Instanz einzulegen, selbst wenn die Verletzung von Personen begangen worden ist, die in amtlicher Eigenschaft gehandelt haben ».

B.12.4. Aus der Begründung geht jedoch weder hervor, inwiefern die angefochtenen Bestimmungen gegen Artikel 23 Absatz 3 Nr. 2 der Verfassung, der das Recht auf juristischen Beistand gewährleistet, noch gegen Artikel 47 der Charta der Grundrechte der Europäischen Union verstoßen würden. Insoweit sie sich auf diese Normen beziehen, sind die Klagegründe nicht zulässig.

B.13.1. Sowohl Artikel 22bis Absatz 4 der Verfassung als auch Artikel 3 Absatz 1 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes schreiben es allen Einrichtungen, die Maßnahmen gegenüber Kindern ergreifen, vor, das Wohl des Kindes in den Verfahren, die es betreffen, vorrangig zu berücksichtigen. Artikel 22bis Absatz 5 der Verfassung überträgt dem zuständigen Gesetzgeber die Aufgabe zu gewährleisten, dass das Wohl des Kindes vorrangig berücksichtigt wird.

B.13.2. Wenngleich das Wohl des Kindes vorrangig berücksichtigt werden muss, ist es nicht absolut. Bei der Abwägung der verschiedenen betroffenen Interessen nimmt das Wohl des Kindes jedoch eine besondere Stellung ein, weil es der schwache Teil in der Familienbeziehung ist.

B.14.1. Die Verfahren bezüglich der Feststellung oder Anfechtung der Abstammung väterlicherseits wirken sich auf das Privatleben aus, weil die Angelegenheit der Abstammung bedeutende Aspekte der persönlichen Identität beinhaltet (EuGHMR, 28. November 1984, *Rasmussen gegen Dänemark*, § 33; 24. November 2005, *Shofman gegen Russland*, § 30; 12. Januar 2006, *Mizzi gegen Malta*, § 102; 16. Juni 2011, *Pascaud gegen Frankreich*, §§ 48-49; 21. Juni 2011, *Krušković gegen Kroatien*, § 20; 22. März 2012, *Ahrens gegen Deutschland*, § 60; 12. Februar 2013, *Krisztián Barnabás Tóth gegen Ungarn*, § 28). Wenn bereits ein Familienleben existiert, können diese Verfahren ebenfalls den Schutz des Familienlebens betreffen.

In den Verfahren über die Feststellung oder die Anfechtung der Abstammung muss das Wohl des Kindes vorrangig berücksichtigt werden. Je nach seiner Art und Bedeutung kann das Kindeswohl den Interessen der Eltern vorangehen (EuGHMR, 22. März 2012, *Ahrens gegen Deutschland*, § 63).

B.14.2. Artikel 22 Absatz 1 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention schließen eine Einmischung der Behörden in das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens nicht aus, machen es aber erforderlich, dass eine solche durch eine ausreichend präzise gesetzliche Bestimmung erlaubt wird, dass sie einem zwingenden gesellschaftlichen Bedürfnis entspricht und dass sie im Verhältnis zu dem damit angestrebten rechtmäßigen Ziel steht.

B.15.1. Wie in B.8.1 erwähnt, sollen mit dem Gesetz vom 19. September 2017 missbräuchliche Anerkennungen, die als Anerkennungen verstanden werden, « die nur mit dem Ziel vorgenommen werden, die gesetzlichen Bestimmungen im Aufenthaltsrecht zu umgehen », bekämpft werden (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, S. 5). Die angefochtenen Bestimmungen sind daher Bestandteil der Einwanderungspolitik der Behörden und entsprechen insbesondere dem Wunsch des Gesetzgebers, den Missbrauch bei der Erlangung eines Aufenthaltsrechts zu bekämpfen, was ein legitimes Ziel darstellt.

Wenn er ein solches Ziel verfolgt, muss der Gesetzgeber jedoch für einen gerechten Ausgleich zwischen den verschiedenen vorhandenen Interessen sorgen und die Auswirkungen der angefochtenen Maßnahmen auf das Abstammungsverhältnis eines Kindes berücksichtigen.

B.15.2. Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention erkennt in Prinzip nicht das Recht von Ausländern an, sich in einem bestimmten Land aufzuhalten. Der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte hat mehrfach geurteilt, dass « die Staaten gemäß einem feststehenden Grundsatz des internationalen Rechts, unbeschadet der sich für sie aus Verträgen ergebenden Verpflichtungen, berechtigt sind, den Zugang von Nichtstaatsangehörigen zu ihrem Staatsgebiet zu regeln » (EuGHMR, 28. Mai 1985, *Abdulaziz, Cabales und Balkandali gegen Vereinigtes Königreich*, § 67; 21. Oktober 1997, *Boujlifa gegen Frankreich*, § 42; 18. Oktober 2006, *Üner gegen Niederlande*, § 54; 31. Juli 2008, *Darren Omoregie u.a. gegen Norwegen*, § 54; Große Kammer, 3. Oktober 2014, *Jeunesse gegen Niederlande*, § 100).

B.15.3. Infolgedessen haben Ausländer die Pflicht, die gesetzlichen Verfahren, um ein Aufenthaltsrecht zu erhalten, zu befolgen und den Behörden korrekte Informationen anzugeben (EuGHMR, 28. September 2011, *Nunez gegen Norwegen*, § 71; Große Kammer, 3. Oktober 2014, *Jeunesse gegen Niederlande*, § 100). Wenn schwerwiegende oder wiederholte Verstöße gegen das Einwanderungsrecht unbestraft blieben, würde dies die Achtung dieses Rechts durch die Öffentlichkeit beeinträchtigen (EuGHMR, 28. September 2011, *Nunez gegen Norwegen*, § 71).

B.15.4. Sofern es um eine Frage des Familienlebens im Sinne von Artikel 22 der Verfassung und Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention geht und sofern die Einwanderungspolitik des Staates in Frage steht, variieren die Pflichten der Behörden, wenn es sich darum handelt, Familienmitgliedern von Personen, die sich bereits auf dem Staatsgebiet aufhalten, den Aufenthalt zu gestatten, je nach den spezifischen Interessen dieser Personen und dem Allgemeininteresse. Die in diesem Zusammenhang zu berücksichtigenden Faktoren sind das Ausmaß, in dem tatsächlich ein Hindernis für das Familienleben besteht, der Umfang der Bindungen, die die betroffenen Personen in dem fraglichen Vertragsstaat haben, die Frage, ob es unüberwindbare Hindernisse für ein Leben der Familie im Herkunftsland des betreffenden Ausländers gibt oder nicht, und die Frage, ob es mit der Einwanderungskontrolle zusammenhängende Elemente (zum Beispiel frühere Verstöße gegen die Einwanderungsgesetze) oder Erwägungen öffentlicher Ordnung gibt, die für einen Ausschluss sprechen. Wenn den betreffenden Familienmitgliedern zu dem Zeitpunkt, zu dem das Familienleben beginnt, bekannt war, dass das Aufenthaltsrecht von einem von ihnen unsicher ist, begründet die Nichtgewährung eines Aufenthaltsrechts nur unter außergewöhnlichen Umständen einen Verstoß gegen Artikel 8 der Konvention (EuGHMR, 28. September 2011, *Nunez gegen Norwegen*, § 70; 4. Dezember 2012, *Butt gegen Norwegen*, § 78; 26. Juni 2014, *M.E. gegen Schweden*, §§ 93 und 97; Große Kammer, 3. Oktober 2014, *Jeunesse gegen Niederlande*, §§ 107-108). Wenn Kinder betroffen sind, muss insbesondere ihr Wohl bei der Abwägung der fraglichen Interessen berücksichtigt werden. Dieses Interesse kann zwar nicht alleine entscheidend sein, ihm muss aber erhebliches Gewicht beigemessen werden (EuGHMR, 28. September 2011, *Nunez gegen Norwegen*, § 78; Große Kammer, 3. Oktober 2014, *Jeunesse gegen Niederlande*, §§ 109 und 118).

B.16.1. Aus der Verbindung der Artikel 330/1 und 330/2 des Zivilgesetzbuches geht hervor, dass der Standesbeamte die Beurkundung einer Anerkennung nur aufschieben oder diese verweigern kann, « wenn aus der Gesamtheit der Umstände hervorgeht, dass die Absicht des Anerkennenden offensichtlich nur die Erlangung eines an die Feststellung eines Abstammungsverhältnisses gebundenen aufenthaltsrechtlichen Vorteils für ihn selbst, für das Kind oder für die Person, die ihre vorherige Zustimmung zu der Anerkennung geben muss, ist ».

B.16.2. Die Beurteilung des Vorliegens oder der ernsthaften Vermutung einer missbräuchlichen Anerkennung bezieht sich somit darauf, dass die Absicht des Anerkennenden « offensichtlich nur die Erlangung eines [...] aufenthaltsrechtlichen Vorteils » ist.

Daher sind die angefochtenen Bestimmungen nur anwendbar, wenn der Anerkennende nur einen aufenthaltsrechtlichen Vorteil erlangen will, und also nicht die Absicht hat, ein Verwandtschaftsverhältnis mit dem Kind zu begründen und die damit verbundene elterliche Verantwortung zu übernehmen. Zudem muss die Absicht des Anerkennenden « offensichtlich » nur auf die aufenthaltsrechtlichen Folgen abzielen, was es erfordert, dass diese Absicht ohne jeden Zweifel und unbestreitbar vorhanden ist.

Diesbezüglich heißt es im Rundschreiben vom 21. März 2018:

« Wenn der missbräuchliche Charakter einer Anerkennung geltend gemacht wird, müssen deutliche Anzeichen dafür vorliegen, dass die Anerkennung offensichtlich nicht den Aufbau einer Eltern-Kind-Beziehung mit der daraus hervorgehenden elterlichen Verantwortung, sondern nur einen aufenthaltsrechtlichen Vorteil bezweckt. Die in der Rechtsprechung und Rechtslehre gegebene Interpretation der Begriffe ' offensichtlich ' und ' nur ' im Rahmen der Bekämpfung von Scheinehen (Artikel 146*bis* des Zivilgesetzbuches) und von vorgetäuschten gesetzlichen Zusammenhängen (Artikel 147*bis* des Zivilgesetzbuches) ist entsprechend anwendbar auf missbräuchliche Anerkennungen ».

B.16.3. Artikel 330/1 des Zivilgesetzbuches erfordert es außerdem, dass die Absicht des Anerkennenden « aus der Gesamtheit der Umstände » hervorgeht. Im Rundschreiben vom 21. März 2018 ist eine Reihe von möglichen Faktoren aufgezählt, deren Gesamtheit einen ernsthaften Hinweis darstellen kann, dass eine missbräuchliche Anerkennung angestrebt wird, und die der Standesbeamte in diesem Kontext berücksichtigen kann. Folglich liegt die Beweislast, dass es sich um eine missbräuchliche Anerkennung handelt, beim Standesbeamten. Gegebenenfalls kann er die Stellungnahme des Prokurators des Königs einholen, um eine zusätzliche Untersuchung vorzunehmen.

B.17.1. Die klagenden Parteien bemängeln, dass die angefochtenen Bestimmungen nicht vorschreiben, dass der Standesbeamte das Wohl des Kindes berücksichtigen muss, wenn er sich aus dem Grund, dass diese auf missbräuchlichen Gründen beruht, weigert, die Anerkennung zu beurkunden.

B.17.2. Eine Anerkennung ist eine freiwillige Rechtshandlung, die eine Frau oder ein Mann vornimmt, die bzw. der die Absicht hat, ein Abstammungsverhältnis mit einem Kind zu begründen.

Um die Anerkennung vorzunehmen, muss der Anerkennende seine biologische Verbindung zu dem Kind nicht nachweisen. Es ist daher möglich, dass ein Mann oder eine Frau ein Kind anerkennt, von dem er oder sie nicht der biologische Elternteil ist.

B.17.3. Eine Anerkennung muss vom Standesbeamten beurkundet werden. Angesichts des öffentlichen Charakters seines Amtes ist dieser Beamte verpflichtet, immer tätig zu werden, wenn er dazu rechtmäßig aufgefordert wird. Artikel 51 des Zivilgesetzbuches bestimmt die Angaben, die in der Anerkennungsurkunde vermerkt werden müssen. In Artikel 327/2 des Zivilgesetzbuches sind die Dokumente aufgezählt, die vorgelegt werden müssen und die es dem Standesbeamten ermöglichen müssen zu prüfen, ob die gesetzlichen Bedingungen für die Anerkennung eines Kindes erfüllt sind. Nach Artikel 16 des Zivilgesetzbuches vermerken Standesbeamte in den von ihnen erstellten Urkunden nichts anderes als das, was die Parteien vor ihnen zu erklären haben und ihnen durch das Gesetz auferlegt wird. Es obliegt dem Standesbeamten weder, die Zweckmäßigkeit der geplanten Anerkennung zu beurteilen, noch in diesem Kontext das Wohl des Kindes zu berücksichtigen (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, S. 22; *Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2529/003, S. 13).

B.17.4. Der Gesetzgeber konnte es daher dem Standesbeamten auferlegen, die Beurkundung einer Anerkennung zu verweigern, die ihm seitens des Anerkennenden missbräuchlich erscheint, das heißt im vorliegenden Fall einer Anerkennung, die auf dem offensichtlichen und ausschließlichen Grund, einen aufenthaltsrechtlichen Vorteil zu erlangen, beruht.

Ebenso konnte der Gesetzgeber die vom Standesbeamten vorgenommene Kontrolle auf den so beschriebenen Missbrauch des Anerkennenden begrenzen, sodass es dem Standesbeamten nicht obliegt, das Wohl des Kindes zu berücksichtigen, wenn er feststellt, dass der Missbrauch erwiesen ist.

B.17.5. Die Übertragung einer solchen präventiven Kontrolle auf den Standesbeamten, um dem Missbrauch bei der Erlangung eines Aufenthaltsrechts vorzubeugen, verstößt daher nicht gegen die in B.10 und B.11 erwähnten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen.

B.18. Allerdings muss das Wohl des Kindes, wie in B.13 erwähnt, bei jeder Entscheidung, die es betrifft, berücksichtigt werden. Daraus folgt, dass sich die vom Gesetzgeber in Artikel 330/1 gewählte Formulierung, dass « kein Abstammungsverhältnis [entsteht] » nur auf die administrative Phase der Prüfung der Ankündigung durch den Standesbeamten, wenn dieser feststellt, dass der Missbrauch erwiesen ist, beziehen kann.

B.19. Vorbehaltlich des in B.18 Erwähnten sind der erste und dritte Klagegrund unbegründet, insofern bemängelt wird, dass die angefochtenen Bestimmungen den Standesbeamten nicht verpflichten, das Wohl des Kindes zu berücksichtigen, wenn er die Anerkennung verweigert.

B.20.1. Der Umstand, dass es die angefochtenen Bestimmungen dem Standesbeamten nicht auferlegen, das Wohl des Kindes zu berücksichtigen, wenn er eine missbräuchliche Anerkennung verweigert, lässt allerdings weder den Schluss zu, dass der Gesetzgeber dieses Wohl nicht berücksichtigt, noch dass die Feststellung der Abstammung unmöglich ist. Um die von den klagenden Parteien angeführten Beschwerdegründe anhand der in B.10 und B.11 erwähnten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen zu prüfen, sind die angefochtenen Bestimmungen nämlich als Ganzes zu berücksichtigen.

B.20.2. Bezüglich der Anerkennung hat der Europäische Gerichtshof für Menschenrechte geurteilt, « dass die Anerkennung ebenso wie die Nichtigerklärung eines Abstammungsverhältnisses direkt die Identität des Mannes oder der Frau, um dessen bzw. deren Verwandtschaft es geht, betreffen (siehe, beispielsweise, *Rasmussen gegen Dänemark*, 28. November 1984, § 33, Serie A Nr. 87, I.L.V. gegen Rumänien (Entsch.), Nr. 4901/04, § 33, 24. August 2010, *Krušković*, bereits zitiert, § 18, und *Canonne gegen Frankreich* (Entsch.), Nr. 22037/13, § 25, 2. Juni 2015) » (EuGHMR, 14. Januar 2016, *Mandet gegen Frankreich*, § 44). Wenn es sich um das Recht auf eine Identität handelt, ist eine tief greifende Interessenabwägung erforderlich (EuGHMR, 13. Juli 2006, *Jäggi gegen Schweiz*, § 37; 3. April 2014, *Konstantinidis gegen Griechenland*, § 47).

B.20.3. Die grundlegende Bedeutung der fraglichen Interessen und der Ausgleich zwischen diesen Interessen erfordern es, dass das Recht auf gerichtliches Gehör der Betroffenen gewährleistet ist, wenn diese der Meinung sind, dass sich der Standesbeamte aus dem Grund, dass ein Missbrauch zur Erlangung eines Aufenthaltsrechts vorliegen

würde, zu Unrecht geweigert hat, die Anerkennung zu beurkunden. Dieses Gericht stellt nämlich das unabhängige und unparteiische Organ dar, das über Untersuchungsbefugnisse verfügt, und das somit in der Lage ist, über alle tatsächlichen und rechtlichen Elemente zu verfügen, die es ermöglichen, das Wohl des Kindes angesichts einer komplexen Situation, in der mit der Anerkennung möglicherweise ein missbräuchliches aufenthaltsrechtliches Ziel verfolgt wird, zu berücksichtigen.

B.21.1. Wenn der Standesbeamte die Anerkennung verweigert, muss er seine mit Gründen versehene Entscheidung unverzüglich den Interesse habenden Parteien notifizieren. Gleichzeitig wird dem Prokurator des Königs des Gerichtsbezirks, wo die Weigerungsentscheidung getroffen worden ist, und dem Ausländeramt davon eine Abschrift zusammen mit einer Abschrift aller zweckdienlichen Dokumente übermittelt (Artikel 330/2 Absatz 4 des Zivilgesetzbuches).

B.21.2. Die Person, die das Abstammungsverhältnis feststellen lassen will, kann in diesem Fall eine Klage auf Ermittlung der Mutterschaft, der Vaterschaft oder der Mitmutterschaft beim Familiengericht des Ortes, in dem die Anerkennung angekündigt worden ist, einreichen (Artikel 330/2 Absatz 5 des Zivilgesetzbuches). Wenn das Familiengericht mit einer solchen Klage befasst wird, entscheidet es, indem es die verschiedenen vorhandenen Interessen gegeneinander abwägt und, wie in B.13.1 erwähnt, das Wohl des Kindes vorrangig berücksichtigt, auch wenn die Verweigerung der Anerkennung des Kindes durch den Standesbeamten auf der Grundlage von Artikel 330/1 des Zivilgesetzbuches erfolgt.

B.22.1. Jedoch stellt die Erhebung einer solchen Klage auf Ermittlung der Mutterschaft, der Vaterschaft oder der Mitmutterschaft als solche keine « Beschwerde », die gegen die Weigerung des Standesbeamten gerichtet ist, sondern eine neue und separate Klage dar, die in den Artikeln 314, 322 bis 325, 325/8 bis 325/10 und 332*quinquies* des Zivilgesetzbuches geregelt ist.

B.22.2. Die klagenden Parteien bemängeln das Fehlen einer spezifischen Beschwerde gegen die Weigerungsentscheidung des Standesbeamten bezüglich der Anerkennung. So sei das Recht auf gerichtliches Gehör nicht gewährleistet oder zumindest für den Anerkennenden, der keine biologische Verbindung zu dem Kind hat, nicht gewährleistet. Die Prüfung des vorliegenden Beschwerdegrunds bezieht sich also auf die Notwendigkeit, in einem späteren Stadium des Verfahrens eine spezifische Beschwerde gegen die etwaige Weigerung einer nicht rechtsprechenden Behörde, eine Abstammungsanerkennung zu beurkunden, aus dem Grund, dass die Absicht des Anerkennenden nur und offensichtlich die Erlangung eines aufenthaltsrechtlichen Vorteils sei, zu regeln.

B.23.1. Die Befugnis, die durch die angefochtenen Bestimmungen dem Standesbeamten verliehen wird, knüpft an die Befugnisse an, die ihm bereits auf dem Gebiet von Scheinehen und dem vorgetäuschten Zusammenwohnen verliehen wurden.

Wenn der Standesbeamte sich aus dem Grund weigert, eine Trauung vorzunehmen, dass diese Eheschließung nicht darauf abzielt, eine dauerhafte Lebensgemeinschaft einzugehen, sondern nur darauf, einen aufenthaltsrechtlichen Vorteil zu erlangen, können die Interesse habenden Parteien binnen einem Monat nach der Notifizierung seiner Entscheidung beim Präsidenten des Familiengerichts, der wie im Eilverfahren entscheidet, Beschwerde einlegen (Artikel 167 letzter Absatz des Zivilgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 1253*ter*/4 § 2 Absatz 1 Nr. 6 und Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches). Gemäß Artikel 2 des Gerichtsgesetzbuches sind die Bestimmungen des Gerichtsgesetzbuches grundsätzlich auf dieses Verfahren anwendbar.

Die Möglichkeit einer ähnlichen Beschwerde besteht gegen die Weigerung des Standesbeamten, die Erklärung über das gesetzliche Zusammenwohnen zu beurkunden, aus dem Grund, dass nur ein aufenthaltsrechtlicher Vorteil angestrebt wird (Artikel 1476*quater* des Zivilgesetzbuches in Verbindung mit Artikel 1253*ter*/4 Absatz 1 Nr. 6 und Absatz 2 des Gerichtsgesetzbuches).

B.23.2. Bezüglich der in B.23.1 erwähnten Zuständigkeit des Familiengerichts hat der Kassationshof geurteilt, dass diese nicht auf eine Rechtmäßigkeitskontrolle der Weigerung des Standesbeamten beschränkt ist, sondern der Richter diesbezüglich eine Kontrolle mit voller Rechtsprechungsbefugnis vornimmt. Alles, was in die Beurteilungsbefugnis des Beamten fällt, unterliegt der Kontrolle des Richters. Dieser muss auf der Grundlage aller vorgelegten tatsächlichen Elemente befinden und kann diesbezüglich auch Elemente nach der Weigerungsentscheidung, die erst nach dieser Entscheidung bekannt waren, berücksichtigen (Kass., 13. April 2007, C.06.0334.N).

B.24. Was die Entscheidung des Gesetzgebers betrifft, in dem angefochtenen Artikel 330/2 des Zivilgesetzbuches keine solche Beschwerdemöglichkeit gegen die Entscheidung des Standesbeamten zu regeln, heißt es in den Vorarbeiten:

« À la différence du mariage ou de la cohabitation légale, il existe encore d'autres possibilités que la reconnaissance pour l'établissement de la filiation. La personne qui se voit refuser la reconnaissance peut recourir à une procédure d'établissement judiciaire. Cette procédure permet d'établir la filiation de différentes manières. L'auteur ne se verra donc pas refuser la possibilité de faire établir son lien de filiation avec l'enfant, même si ce lien ne repose pas sur la réalité biologique, mais sur une réalité socioaffective et volitive.

C'est la raison pour laquelle en cas de refus de l'officier de l'état civil d'acter la reconnaissance, l'auteur peut faire établir sa filiation par une procédure de recherche de maternité, de paternité ou de comaternité.

Dans ce cas, le juge se prononcera sur le lien de filiation à établir.

Il statuera conformément au droit national applicable en vertu du Code de droit international privé, tout en vérifiant le respect des conditions de l'article 330/1 du Code civil en tant que règle d'application nécessaire (loi de police).

La possibilité de demander l'établissement judiciaire fera donc office de possibilité de recours.

Lors de l'introduction de sa demande, l'intéressé devra mentionner la décision de refus de l'officier de l'état civil. Dans ce cas, le juge saisi de la demande a connaissance de la décision de refus y relative dont il peut annuler les effets par l'établissement judiciaire. Sur la base de tous les éléments qui lui ont été soumis, y compris ceux apparus après la décision de refus pour autant qu'ils aient été portés à sa connaissance, le juge examinera en fait également le droit subjectif de l'intéressé de voir établir sa paternité » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, SS. 20-22).

B.25.1. Die Artikel 10 und 11 der Verfassung gewährleisten den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung. Artikel 13 der Verfassung beinhaltet ein Recht auf gerichtliches Gehör beim zuständigen Richter. Dieses Recht wird ebenfalls durch Artikel 6 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet. Artikel 13 derselben Konvention gewährleistet für Personen, deren Rechte und Freiheiten im Sinne dieser Konvention verletzt wurden, ein Recht auf eine wirksame Beschwerde bei einer nationalen Instanz.

B.25.2. Nach dem Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte garantiert Artikel 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention « das Recht auf ein Gericht », von dem das Recht auf Zugang, das heißt das Recht, in Zivilsachen ein Gericht anzurufen, einen Aspekt darstellt.

B.25.3. Das Recht auf Zugang zum Gericht ist jedoch nicht absolut. Beschränkungen dieses Rechts dürfen dieses Recht nicht in seinem Kern antasten. Sie müssen außerdem in einem vernünftigen Verhältnis zu dem legitimen Ziel stehen, das mit ihnen verfolgt wird (EuGHMR, 7. Juli 2009, *Stagno gegen Belgien*, § 25; Große Kammer, 17. Januar 2012, *Stanev gegen Bulgarien*, § § 229-230). Die Regelung in Bezug auf das Recht auf Zugang zu einem Richter muss immer den Zielen der Rechtssicherheit und der geordneten Rechtspflege dienen und darf keine Schranke bilden, die einen

Rechtsuchenden daran hindert, dass seine Streitsache durch das zuständige Gericht inhaltlich beurteilt wird (EuGHMR, 7. Juli 2009, *Stagno gegen Belgien*, § 25; 29. März 2011, *RTBF gegen Belgien*, § 69). Die Vereinbarkeit dieser Einschränkungen mit dem Recht auf Zugang zu einem Richter ist unter Berücksichtigung der Besonderheiten des betreffenden Verfahrens und des gesamten Prozesses zu beurteilen (EuGHMR, 29. März 2011, *RTBF gegen Belgien*, § 70).

B.26.1. Wie in B.24 erwähnt, hat der Gesetzgeber keine spezifische Beschwerde gegen die Weigerung des Standesbeamten, die Anerkennung zu beurkunden, geregelt. Er gibt jedoch den Interesse habenden Parteien die Möglichkeit, in einem solchen Fall die gerichtliche Feststellung eines Abstammungsverhältnisses beim Familiengericht zu beantragen. Nach den Vorarbeiten dient dieses Verfahren als « Beschwerdemöglichkeit ».

Die Klagen auf Ermittlung der Mutterschaft, der Vaterschaft oder der Mitmutterschaft sind in den Artikeln 314, 322 bis 325, 325/8 bis 325/10 und 332quinquies des Zivilgesetzbuches geregelt.

B.26.2. Auf diese Weise wird in der angefochtenen Bestimmungen die Möglichkeit der Personen, deren Antrag auf Anerkennung vom Standesbeamten abgelehnt wird, die Mutterschaft, die Vaterschaft oder die Mitmutterschaft feststellen zu lassen, verschiedenen Bedingungen unterworfen, die strenger sein können, während sie die Anerkennung, wenn die ursprüngliche Weigerungsentscheidung des Standesbeamten von einem unabhängigen und unparteiischen Richter für unrechtmäßig erklärt werden könnte, unabhängig von den in B.26.1 Absatz 2 erwähnten Bestimmungen beantragen könnten (siehe Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrates, *Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, S. 71).

B.27.1. Gemäß den Artikeln 314 und 322 des Zivilgesetzbuches unterliegen Klagen auf Ermittlung der Mutterschaft und der Vaterschaft den in Artikel 332quinquies des Zivilgesetzbuches festgelegten Bedingungen. Gemäß Artikel 325/8 des Zivilgesetzbuches unterliegen Klagen auf Ermittlung der Mitmutterschaft den in Artikel 332quinquies § 1, 1/1, 2 und 4 des Zivilgesetzbuches festgelegten Bedingungen.

B.27.2. Klagen auf Ermittlung der Mutterschaft und der Vaterschaft unterliegen somit Artikel 332quinquies § 3 des Zivilgesetzbuches, der bestimmt:

« Das Gericht weist die Klage in jedem Fall ab, wenn erwiesen ist, dass derjenige beziehungsweise diejenige, dessen beziehungsweise deren Abstammung ermittelt wird, nicht der biologische Vater beziehungsweise die biologische Mutter des Kindes ist ».

B.27.3. In der Begründung der angefochtenen Gesetzesbestimmungen ist angegeben, dass es « nicht in der Absicht des Gesetzgebers liegt, sozial-emotionale Väter zu bestrafen, die ihre Vaterschaft gegenüber einem Kind, das kein biologisches Abstammungsverhältnis zu ihnen hat, übernehmen wollen » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2529/001, S. 5; siehe auch ebenda, S. 20), was vom Beauftragten des Ministers vor der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats (ebenda, S. 71) sowie vom Minister bestätigt wurde (*Parl. Dok.*, Kammer, 2016-2017, DOC 54-2529/003, SS. 6-7).

B.27.4. Jedoch wird infolge des Ablehnungsgrunds beim Fehlen einer biologischen Verbindung, die in Artikel 332quinquies des Zivilgesetzbuches vorgesehen ist, dem Anerkennenden und dem Kind vollkommen die Möglichkeit entzogen, ein Abstammungsverhältnis zu genießen, wenn sie keine biologische Verbindung untereinander haben.

In einem solchen Fall hat der Richter, der über eine Klage auf Ermittlung der Vaterschaft oder der Mutterschaft befindet, keinerlei Möglichkeit, *in concreto* die Interessen der verschiedenen betroffenen Personen und insbesondere das vorrangige Interesse der Kinder, die von einer Weigerung des Standesbeamten, die Anerkennung zu beurkunden, aufgrund einer Vermutung einer missbräuchlichen Anerkennung betroffen sind, zu beurteilen.

B.27.5. In einem solchen Fall wird daher das Recht auf gerichtliches Gehör verletzt.

B.28.1. Folglich genügt die Möglichkeit, ein Gerichtsverfahren anzustrengen, nachdem sich der Standesbeamte geweigert hat, die Anerkennung zu beurkunden, um die Abstammung feststellen zu lassen, nicht, um das Recht auf gerichtliches Gehör zu gewährleisten.

B.28.2. Es obliegt dem Gesetzgeber, ein Gerichtsverfahren zu regeln, das den vorerwähnten Unzulänglichkeiten Rechnung trägt.

Dieses Verfahren einer Beschwerde, die sich gegen die Weigerungsentscheidung des Standesbeamten richtet, muss es dem befassten Richter ermöglichen, über eine Beschwerde mit voller Rechtsprechungsbefugnis zu verfügen und darüber zu befinden, indem er die verschiedenen vorhandenen Interessen gegeneinander abwägt und, wie in B.13.1 erwähnt, das Wohl des Kindes vorrangig berücksichtigt.

Das Familiengericht kann so feststellen, dass aus der Gesamtheit der Umstände nicht offensichtlich hervorgeht, dass die Anerkennung nur auf die Erlangung eines Aufenthaltsrechtlichen Vorteils abzielt, sondern ebenfalls auf die Feststellung eines Abstammungsverhältnisses zum Wohle des Kindes und dass demnach die Bedingungen für die Anwendung von Artikel 330/1 des Zivilgesetzbuches nicht vorliegen, sodass diese Bestimmung keine Anwendung finden kann und nichts die Anerkennung verhindert.

Im Gegensatz zu dem, was für die angefochtene Bestimmung gilt, kann bei einer solchen Beschwerde Artikel 332quinquies § 3 des Zivilgesetzbuches kein Hindernis für eine Feststellung der Abstammung, gegebenenfalls auf einer sozial-emotionalen Grundlage, darstellen.

Um bis zu diesem Eingreifen des Gesetzgebers den Interesse habenden Parteien das Recht auf gerichtliches Gehör zu gewährleisten, müssen diese die Möglichkeit haben, eine Beschwerde gegen die Weigerungsentscheidung des Standesbeamten beim Präsidenten des Familiengerichts gemäß dem, was in B.23 in Bezug auf die Scheinehe oder das vorgetäuschte Zusammenwohnen erwähnt ist, einzureichen.

B.28.3. Der erste Teil des vierten Klagegrunds ist begründet. Folglich ist Artikel 330/2 Absätze 5 und 6 des Zivilgesetzbuches in der durch Artikel 10 des Gesetzes vom 19. September 2017 eingefügten Fassung für nichtig zu erklären.

B.29. Insofern die klagenden Parteien im zweiten Teil des vierten Klagegrunds einen Behandlungsunterschied zwischen den Interesse habenden Parteien, die gegen eine Weigerungsentscheidung des Standesbeamten vorgehen möchten, je nachdem, ob diese ihren Wohnort in Belgien haben oder nicht, anführen, ergibt sich dieser Unterschied nicht aus den angefochtenen Bestimmungen.

B.30. Der zweite Teil des vierten Klagegrunds ist unbegründet.

In Bezug auf den zweiten Klagegrund

B.31.1. Die klagenden Parteien bemängeln den Umstand, dass das angefochtene Gesetz einen Behandlungsunterschied zwischen einerseits den Kindern von Eltern, die sich rechtmäßig in Belgien aufhalten, oder von Belgiern, denen nie die Feststellung ihres Abstammungsverhältnisses über eine Anerkennungsurkunde verweigert werden kann, und andererseits den Kindern von mindestens einem Elternteil, der sich unrechtmäßig oder mit einem unsicheren Aufenthaltsstatus in Belgien aufhält, denen ein solches Abstammungsverhältnis vorenthalten werden kann, einführe. Die angefochtenen Bestimmungen verstießen auf diese Weise gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit Artikel 22bis der Verfassung und mit den Artikeln 3 Absatz 1 und 7 Absatz 1 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes (zweiter Klagegrund).

B.31.2. Die angefochtenen Bestimmungen sollen verhindern, dass die Anerkennung zweckentfremdet und dafür benutzt wird, in missbräuchlicher Weise ein Aufenthaltsrecht zu erlangen. In Anbetracht dieser Zielsetzung sind die erwähnten Personenkategorien nicht vergleichbar, da das Risiko eines solchen Missbrauchs im erstgenannten Fall nicht besteht.

B.32. Der zweite Klagegrund ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

- erklärt Artikel 330/2 Absätze 5 und 6 des Zivilgesetzbuches, eingeführt durch Artikel 10 des Gesetzes vom 19. September 2017 «zur Abänderung des Zivilgesetzbuches, des Gerichtsgesetzbuches, des Gesetzes vom 15. Dezember 1980 über die Einreise ins Staatsgebiet, den Aufenthalt, die Niederlassung und das Entfernen von Ausländern und des Konsulargesetzbuches im Hinblick auf die Bekämpfung missbräuchlicher Anerkennungen und zur Festlegung verschiedener Bestimmungen in Sachen Vaterschafts-, Mutterschafts- und Mitmutterschaftsermittlung sowie Scheinehe und vorgetäushtes gesetzliches Zusammenwohnen», für nichtig;

- weist die Klage vorbehaltlich des in B.18 Erwähnten im Übrigen zurück.

Erlassen in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 7. Mai 2020.

Der Kanzler,
P.-Y. Dutilleux

Der Präsident,
F. Daoût

FEDERALE OVERHEIDSDIENST FINANCIEN

[C – 2020/21216]

29 MEI 2020. — Wet houdende diverse dringende fiscale bepalingen ten gevolge van de COVID-19 pandemie

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL 1 — ALGEMENE BEPALING

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

TITEL 2 — WIJZIGINGEN BETREFFENDE DE INKOMSTENBELASTINGEN

HOOFDSTUK 1 — *Giften in natura*

Art. 2. § 1. In afwijking van artikel 49, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, worden de kosten verbonden aan giften in natura die tussen 1 maart 2020 en 31 juli 2020 worden gedaan aan de in paragraaf 2 bedoelde instellingen en organisaties, door belastingplichtigen die winst of baten verkrijgen, als aftrekbare beroepskosten beschouwd.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde giften worden gedaan aan:

1° de instellingen voor gezondheidszorg bedoeld in de gecoördineerde wet van 10 juli 2008 op de ziekenhuizen en andere gezondheidsvoorzieningen;

2° de in artikel 44, § 2, 2°, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde bedoelde instellingen die de bejaardenzorg tot doel hebben;

3° de in artikel 44, § 2, 2°, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde bedoelde kinderbewaarplaatsen en de zuigelingentehuizen;

4° de in artikel 44, § 2, 2°, van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde bedoelde instellingen die de gehandicaptenzorg tot doel hebben;

5° de instellingen die school- en universitair onderwijs verschaffen;

6° de openbare overheden;

7° de humanitaire hulporganisaties, om hun behoeften voor de duur van hun interventie te dekken tijdens de periode waarin zij bijstand verlenen aan personen die besmet zijn door het COVID-19-virus of het risico daarop lopen en, meer algemeen, ter voorziening van de noodhulpdiensten;

8° de instellingen die, op het tijdstip dat de goederen om niet worden verstrekt, erkend zijn door de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen op grond waarvan zij met vrijstelling van btw en invoerrechten bepaalde hulpgoederen kunnen invoeren op het Belgisch grondgebied bij toepassing van het besluit (EU) 2020/491 van de Europese Commissie van 3 april 2020 waarbij vrijstelling van rechten bij invoer en van btw op invoer wordt verleend voor goederen die nodig zijn om de gevolgen van de COVID-19-uitbraak in 2020 te bestrijden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL FINANCES

[C – 2020/21216]

29 MAI 2020. — Loi portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit:

TITRE 1^{er} — DISPOSITION GÉNÉRALE

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

TITRE 2 — MODIFICATIONS RELATIVES AUX IMPÔTS SUR LES REVENUS

CHAPITRE 1^{er} — *Libéralités faites en nature*

Art. 2. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 49, alinéa 1^{er}, du Code des impôts sur les revenus 1992, les frais liés aux libéralités faites en nature, entre le 1^{er} mars 2020 et le 31 juillet 2020, aux établissements et organisations visées au paragraphe 2, par des contribuables obtenant des bénéfices ou des profits, sont considérés comme des frais professionnels déductibles.

§ 2. Les libéralités visées au paragraphe 1^{er} sont faites aux:

1° établissements de soins de santé visés à la loi coordonnée du 10 juillet 2008 sur les hôpitaux et autres établissements de soins;

2° organismes qui ont pour mission de prendre soin des personnes âgées, visés à l'article 44, § 2, 2°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée;

3° crèches et pouponnières, visées à l'article 44, § 2, 2°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée;

4° organismes qui ont pour mission de prendre soin des personnes handicapées, visés à l'article 44, § 2, 2°, du Code de la taxe sur la valeur ajoutée;

5° institutions qui offrent un enseignement scolaire ou universitaire;

6° autorités publiques;

7° organismes d'aide humanitaire, pour couvrir leurs besoins pendant la durée de leur intervention pendant la période où ils fournissent une assistance aux personnes contaminées par le virus COVID-19 ou qui risquent de l'être et, plus généralement, en vue de fournir des services de secours;

8° organismes qui, au moment où les biens sont livrés à titre gratuit, sont reconnus par l'Administration générale des Douanes et Accises comme pouvant importer certaines marchandises de secours sur le territoire belge en exonération de la T.V.A. et en franchise des droits à l'importation en application de la décision (UE) 2020/491 de la Commission européenne du 3 avril 2020 relative à la franchise des droits à l'importation et à l'exonération de la T.V.A. sur les importations octroyées pour les marchandises nécessaires à la lutte contre les effets de la pandémie de COVID-19 au cours de l'année 2020.